17 Mai 1946 — HEBDO

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

N° 123 — Prix : 4 francs

« Vouloir diviser la nation en deux blocs, c'est faire la politique du pire. »

G. BIDAULT.

« Il est temps de se ressaisir, de faire cesser la division de la France en deux blocs, comme nous le proposions dès août 1936, par la formule du Front des Français. »

THOREZ au Vél' d'Hiv', le 10 mai).

MEDITEZ...

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

... ET VOTEZ P. C. I.

LA CRISE DU PAIN

Résultat de l'"organisation" capitaliste du ravitaillement

La semaine dernière, de nombreuses boulangeries ont manqué de pain. Dans une seule commune de banlieue, dix-huit ont fermé le même jour. En province, la situation est grave : dans plus de dix départements, et particulièrement dans la Haute-Vienne, le pain a manqué.

Malgré les promesses du groupement de répartition de la farine qui déclarait, le 8 mai : « Le pain ne manquera pas, il y a sept jours de réserves dans les boulangeries et cinq jours dans les meuneries », les queues s'allongent aux portes des boulangeries.

Le régime du favoritisme et de l'incohérence continue ; pour les travailleurs, toutes les semaines deviennent semaines de carême. Il n'y a pas de bateaux pour transporter le blé soviétique mais il y en a pour envoyer des troupes et des munitions en Indochine.

Le 16 mars, la *Vérité* lançait un cri d'alarme : Avec la politique de Longchambon et de *tout le gouvernement*, les travailleurs manqueront de pain... Et la *Vérité* dénonçait les trafics des gros minotiers qui ont vendu au marché noir, rien qu'en décembre 1945, plus d'un million de quintaux de farine..

Aujourd'hui, ces tristes prophéties se réalisent.

Que les partis bourgeois ne fassent rien contre les trusts de la meunerie, c'est normal.

Mais les partis se réclamant de la classe ouvrière ont la même politique. Ni les dirigeants du P.C.F ni ceux du P.S. ne donnent les véritables solutions ; ni les uns ni les autres ne veulent faire appel à l'initiative des travailleurs.

Seul le P.C.I. demande :

— La nationalisation sans indemnité ni rachat, et sous contrôle ouvrier, des trusts de la meunerie.

— Le dépistage et le recensement des stocks de blé par les comités des ouvriers de la meunerie et des petits paysans.

— La répartition des farines et du pain sous le contrôle de ces comités en liaison directe avec les comités de ménagères.

— C'est celle là que je voudrais.

Pour un salaire vital, pour le pain, pour chasser le M. R. P.

VOTEZ EN MASSE LE 2 JUIN

Pour le Parti Communiste Internationaliste

(SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

Travailleurs manuels et intellectuels,
Ménagères,
Ouvriers agricoles et petits paysans,
Petits commerçants,
Artisans,

vous êtes appelés, le 2 juin, à élire une nouvelle « Assemblée constituante ».

Les partis se réclamant de la classe ouvrière, le parti communiste, le parti socialiste, obtinrent le 21 octobre plus de 10 millions de voix et plus de la moitié des sièges à la Chambre. Cependant on assista à la formation d'un gouvernement « tripartite » comprenant à côté des dirigeants du P.C.F. et du P.S., les représentants du M.R.P., les agents les plus qualifiés de la bourgeoisie. Le M.R.P., « Machine à ramasser les pétainistes », derrière laquelle se regroupèrent tous les vichystes, les tenants de la collaboration et les agents ouverts de la réaction, devint le véritable maître de la « coalition gouvernementale ».

La capitulation des dirigeants du P.C.F. et du P.S. devant la bourgeoisie et leur collaboration avec le « Meilleur Rempart des Profiteurs » n'ont fait qu'aggraver la situation des masses laborieuses :

LES SALAIRES SONT BLOQUES sous le prétexte que leur revalorisation entraînerait une hausse généralisée des prix. Mais le blocage des salaires accentue la misère des travailleurs, alors que les prix continuent à suivre leur hausse vertigineuse.

LE RAVITAILLEMENT EST CHAQUE JOUR PLUS PRECAIRE pour les masses laborieuses, alors que la bourgeoisie et les affameurs continuent à trafiquer tranquillement sur le dos du peuple tout entier.

DES « NATIONALISATIONS » DE FAÇADE, des « nationalisations » avec rachat ont eu lieu à la place de l'expropriation pure et simple des grosses banques et des industries-clés, expropriations voulues par le peuple tout entier.

LES « VICHYSTES », LES MARGOULINS DU MARCHE NOIR, LES AFFAMEURS DU PEUPLE restent impunis ; le représentant du M.R.P. à la Justice, M. Teitgen, reste en place, non pour châtier les affameurs du peuple, mais pour les sortir des prisons où les avait portés la colère populaire au lendemain de la « libération ».

ENHARDIE, LA BOURGEOISIE FORME UN NOUVEAU PARTI, LE P.R.L., dont la composition rappelle feu le Parti Social Français de de La Rocque.

Le bilan de la collaboration avec le M.R.P. et du « tripartisme » pèse aujourd'hui de tout son poids sur les masses laborieuses tandis que la réaction, enhardie, se regroupe et fourbit ses armes contre toi, travailleur au salaire de famine, contre toi, ménagère sans ressource, contre toi, paysan pauvre, contre toi petit commerçant, contre toi artisan.

COMMENT EN SORTIR ?

Pour faire échec à la réaction et pour exprimer ta volonté de rompre avec la politique de capitulation des dirigeants du P.C.F. et du P.S., tu voteras massivement pour les listes du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IVe Internationale).

VOTER POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, c'est lutter pour le **déblocage des salaires,** pour un salaire de 7.400 francs par mois, soit 42 fr. 55 de l'heure, garanti par l'échelle mobile.

VOTER POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, c'est lutter contre la famine, c'est lutter pour le châtiment des affameurs, c'est lutter pour la formation des **Comités populaires du ravitaillement,** des Comités de paysans pauvres, de ménagères et d'ouvriers qui doivent exercer leur contrôle à la collecte et à la répartition du ravitaillement.

VOTER POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, c'est lutter pour l'expropriation effective des 200 familles, pour des nationalisations sans indemnité ni rachat, pour **le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises.**

VOTER POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, c'est lutter pour la rupture de la coalition avec le M.R.P., c'est lutter pour imposer au P.C.F., au P.S. et à la C.G.T. la rupture avec la bourgeoisie. C'est lutter pour l'instauration d'un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T. soutenu et contrôlé par les travailleurs.

VOTER POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, c'est envoyer à la Chambre **les porte-paroles de vos luttes,** qui n'entendent pas pactiser avec la bourgeoisie.

VOTER POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, c'est manifester sa confiance au parti mondial de la révolution socialiste qui appelle les travailleurs à lutter pour leurs revendications quotidiennes et à travers cette lutte à s'unir et à s'organiser pour le **renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.**

Pour le salaire vital !
Pour le pain !
Pour chasser le M.R.P. !

VOTEZ EN MASSE LE 2 JUIN POUR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Le 12 mai 1946.

Le Bureau politique du P.C.I.

Le secrétariat du parti annonce que nous mènerons la campagne électorale à :

Paris 1er Secteur (tête de liste : **Albert Demazière**).
Paris 3e Secteur (**Favre-Bleibtreu**).
Paris (5e circonscription).
Finistère (**Alain Le Dem**).
Lyon (**Marc Paillet**).
Puy-de-Dôme (**Gérard Bloch**).
Isère (**Laurent Schwartz**).
Gironde (**Madeleine Forcada**).
Lot-et-Garonne.
Marne.
Ardèche.

La D. G. E. R. c'est DE GAULLE

Le nom de la D.G.E.R. a été lié à maints scandales depuis la « libération ». Voici que son chef, le colonel de Wavrin — Passy dans la résistance — a été, non pas arrêté et jeté en prison comme le premier F.T.P. venu, mais mis aux arrêts de rigueur.

De Wavrin a été jusque récemment un des plus puissants personnages en France. D'une puissance occulte mais effective. La vérification de la comptabilité de la D.G.E.R. aurait mis à jour un « trou » de trente millions de francs. En même temps il est question de trafic sur l'échange des billets de banque périmés et de manipulations irrégulières de devises.

Interrogé, de Wavrin n'a pas cherché à nier ce qui lui a été reproché. C'est donc qu'il justifie, sans doute, ses agissements par des raisons d'Etat ou d'intérêt politique, élargissant ainsi le débat. Sachant trop de choses il se considère assuré de l'impunité. De fait, le gouvernement paraît fort ennuyé de cette affaire et semble vouloir en limiter au maximum les effets. Le ministère de l'Information n'a-t-il pas souligné que l'affaire était purement administrative ?

Derrière les millions il faut chercher la politique

Le journal Libération *se demande « si l'enquête administrative » ouverte depuis quelques jours et portant sur des irrégularités financières, ne serait pas en réalité destinée à masquer les activités politiques du colonel et de ses seconds ».*

« Derrière les millions, écrit Télé-soir *lui-même, il faut chercher la politique. Et derrière la contrebande, le complot. »*

L'affaire Passy non seulement n'est pas du ressort de l'administration comme le prétend le gouvernement, mais dépassant même le cadre des tribunaux, elle est en premier lieu une affaire politique.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on parle des agissements de la D.G.E.R., de ses exactions et de ses crimes. Cette question a été évoquée à plusieurs reprises depuis 1944 à l'Assemblée consultative et à la Constituante. Des commissions chargées d'enquêter ont été constituées. Elles se sont heurtées à un mur d'obstruction et de silence. Et la D.G.E.R. poursuivait ses méfaits sans discontinuer. C'est dire qu'elle bénéficiait d'appuis solides et très hauts placés... plus hauts que l'Assemblée constituante et même le commun des ministres.

Le véritable chef de la D.G.E.R.

On ne peut donc faire le procès de la D.G.E.R. sans faire celui de son véritable chef.

C'est de Gaulle qui a constitué la D.G.E.R.

C'est de Gaulle qui lui a fixé la voie à suivre.

C'est de Gaulle qui couvre à l'avance tous ses méfaits, lui assure son impunité.

Ce n'est pas de Wavrin qui doit être l'accusé principal mais de Gaulle. AUTREMENT C'EST ETOUFFER L'AFFAIRE OU LA MINIMISER.

« La Vérité » dévoilera le complot dans toute son ampleur

Les partis socialiste et communiste ayant collaboré au gouvernement avec de Gaulle ont été dans l'incapacité de faire le procès de la D.G.E.R., s'ils en avaient le désir. Ils ont permis ainsi au complot de la D.G.E.R. de se poursuivre et de s'amplifier.

Ce complot date de 1940 et est essentiellement dirigé contre les libertés ouvrières. Il ne vise à rien d'autre qu'à instaurer en France un régime de dictature.

L'un des fondateurs de la D.G.E.R., un ancien Cagoulard, ne fit-il pas la déclaration suivante à la radio de Londres, le 16 mars 1941 :

« Nous approuvons certaines réformes du maréchal Pétain. Elles ont le tort pour nous, cependant, d'être amenées dans les fourgons de l'étranger. Nous craignons même que les réformes utiles, voire indispensables, ne portent la marque d'avoir été conçues et appliquées sous l'influence de l'ennemi. Nous craignons qu'au jour de la victoire elles ne soient balayées par l'enthousiasme d'un peuple qui se délivre et toutes en bloc repoussées pour avoir été faites en un temps ou le pays n'était pas libre... »

La Vérité *parlera de tous les méfaits et les crimes de la D.G.E.R. Elle dévoilera toutes les complicités dont cette Gestapo en herbe a bénéficié..*

ALBERT RENARD

LA SEMAINE PROCHAINE

LES PREMIERS PAS DE LA GESTAPO GAULLISTE

Produire d'abord !

Quelques réponses à Monmousseau-Frachon

Le secrétaire confédéral Monmousseau a préfacé un recueil d'articles et de discours de Benoit Frachon, édité par la *Vie ouvrière*, sous le titre « La Bataille de la production ». Dans cette préface, Monmousseau polémique avec les trotskystes et essaie de justifier la position politique du P.C.F. dans le domaine de la production.

Les trusts contre la Nation

— *« C'est ainsi, écrit Monmousseau, que les éléments trotskystes n'ont pas manqué d'intervenir au nom d'une fallacieuse question de principe, afin de détourner les travailleurs de leurs devoirs patriotiques. Vos dirigeants, ont-ils dit, comme ils continuent de le dire, ont abandonné les positions révolutionnaires pour des positions opportunistes. »*

Il est exact que le parti communiste internationaliste a formulé une telle accusation contre les dirigeants du P.C.F. Monmousseau, pour démontrer l'inanité de telles accusations, ajoute :

« Le fait qui domine toute la période depuis Munich, c'est que les intérêts des trusts sont entrés en opposition aiguë et apparente avec les intérêts de la Nation. »

Voyons la réalité :

Les trusts dominent la nation, non seulement depuis Munich, mais bien avant Munich. La France est devenue une puissance impérialiste dès la fin du siècle dernier. Ce n'est pas nous, trotskystes, qui l'avons « inventé », mais Lénine, dans son ouvrage intitulé « l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme », édité actuellement par le P.C.F. Dans le système capitaliste, comme dans celui de l'impérialisme, les patrons ont des intérêts opposés à ceux des ouvriers. Le but des patrons est de faire suer des profits, d'exploiter la classe ouvrière ; la domination des trusts n'a pas modifié ce caractère du régime du patronat, mais n'a fait que l'amplifier. Si, dans la nation, on veut dire que les intérêts des masses populaires, ouvrières et paysannes, sont opposés à ceux du capital, alors, la constatation est juste, pas seulement depuis 1938, mais bien avant.

Comment rallier les masses paysannes ?

« *Le but des trusts* — continue Monmousseau — *est de démontrer l'incapacité de la classe ouvrière à remplir sa mission nationale, à dresser contre elle les masses paysannes, à l'isoler, à la mater, et à l'asservir en asservissant la nation.* »

Il est clair, répondons-nous, que le but du capital est d'isoler et de dresser les masses paysannes contre la classe ouvrière.

Comment donc empêcher les masses paysannes de se dresser contre le prolétariat.

Les paysans ont besoin de machines agricoles, les ouvriers ont besoin de casseroles et d'ustensiles de ménage. Mais le patronat qui possède les entreprises, qui possède les moyens de production, a besoin lui, avant tout de profits. L'intérêt des patrons, l'intérêt du grand capital est de produire des V2, des avions à modèle périmé, que l'Etat capitaliste leur paie à bon prix, au lieu de machines agricoles ou de casseroles.

Pour que la production ne profite pas aux patrons, mais à toutes les couches de travailleurs, il faut un plan ouvrier de production, élaboré par la C.G.T. et appliqué sous contrôle ouvrier. Plan qui exige l'expropriation sans indemnité ni rachat des trusts et qui chassera des conseils d'administration les capitalistes.

C'est là une chose évidente et notre parti a eu raison de mettre

Il a vieilli... Il a changé.

en avant le mot d'ordre d'un plan de production. A cela, Monmousseau n'oppose rien : il se satisfait de l'anarchie du régime capitaliste et il ne conçoit de planification qu'au travers du plan de Jean Monnet, agent des trusts et des grandes banques.

Production et pouvoir d'achat

Evitant soigneusement de parler du plan de production, Monmousseau se lance dans la question des salaires :

« *Dans la mesure où la production augmente, au fur et à mesure qu'elle tend à monter au niveau des besoins, les prix reviennent à leur niveau normal. Le marché noir disparaît, et les salaires voient grandir leur capacité d'achat.* »

Cette petite phrase est la clé de toute la politique du P.C.F.

La démonstration que les trusts sont contre la nation (depuis Munich seulement) et qu'ils veulent opposer les paysans aux ouvriers amène Monmousseau et Frachon à déclarer en substance :

« Produisez travailleurs ! Ne vous préoccupez pas que le régime capitaliste subsiste. Produisez, vous déjouerez ainsi... les manœuvres des trusts qui veulent diviser la nation. Mais, comme la chose est tout de même difficile à avaler, Monmousseau affirme :

« Plus vous produirez et plus vous gagnerez . »

Cet optisme du secrétaire confédéral est maintenant partagé par la *Vie ouvrière*, l'*Humanité* ou le *Populaire* qui racontent à longueur de colonnes, que le coût de la vie se serait, paraît-il abaissé du fait des victoires dans la bataille de la production. En fait, il n'en est rien. De février 1945 à mars 1946, le coût de la vie s'est exactement élevé de 85 p. cent, alors que les salaires sont restés bloqués.

Voilà les résultats concrets de la politique de collaboration de classe avec le patronat. Et c'est pourquoi, nous trotskystes, nous sommes en droit de dire avec juste raison aux ouvriers qui ont encore confiance dans les Monmousseau : « Vos dirigeants ont abandonné les positions révolutionnaires pour des positions opportunistes ».

EDITORIAL

Le premier pas sur la voie de la Victoire et de l'Union des masses laborieuses

par Jean MARCOUX

TOUT le camp des partis bourgeois, enhardi par la victoire du NON, s'apprête à rééditer aux élections du 2 juin le « coup » du 5 mai :

« Continuons à parler — se disent-ils — uniquement de la Constitution. Rallions le paysan qui tremble pour son avoir, le rentier qui a vu sa rente réduite à rien par la dévaluation, le petit commerçant excédé par l'impôt. Expliquons-leur que la banqueroute du tripartisme, c'est la banqueroute des partis ouvriers. Ajoutons que la seule solution pour s'en sortir est celle d'un « Etat fort » avec un président « à poigne ».

De l'« Aurore » radicale qui imprime : « Une seule question au 2 juin : celle de la Constitution », au « Figaro » qui ajoute : « on ne doit pas se départir au 2 juin de la question constitutionnelle »; de l'« Epoque » fasciste qui hurle contre « le fascisme rouge » (!) à l'« Aube » émerpéiste qui appelle de ses vœux la résurrection du Sénat réactionnaire, tous les partis bourgeois sont bien décidés non seulement à éviter de s'expliquer sur la famine et la misère qui rongent les masses laborieuses, mais encore à utiliser la victoire du NON comme un tremplin qui permettrait de sauter du « provisoire » à l'Etat à poigne.

Même de Gaulle rentre fort opportunément dans la danse pour déclarer que tout ce qui nous manque, c'est un « Etat fort »

***

DEVANT cette offensive, que font les deux grands partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français ?

Il y avait deux enseignements très simples à tirer du scrutin du 5 mai :

1° Que l'on ne peut combattre effectivement la réaction, alors que l'on continue à s'associer avec elle dans la « coalition gouvernementale » ;

2° Que l'on ne peut souder le bloc des masses travailleuses et attirer vers lui les couches pauvres de la petite bourgeoisie que dans la mesure où l'on se montre décidé à défendre les revendications de toutes les couches de travailleurs.

En réalité, les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste restent sourds aux avertissements du 5 mai. Dans un interview accordé à la presse le 10 mai, Félix Gouin explique :

« Le gouvernement à trois est la seule solution possible... Je demeure persuadé que les résultats des élections seront tels qu'il n'y aura pas de modification possible. »

Et Daniel Mayer — dont « l'honnêteté et la clairvoyance » sont chaque jour vantées dans « Le Populaire » — déclare : le referendum a signifié « la défaite du bolchevisme », par conséquent il ne reste plus qu'à s'engager dans la voie des concessions afin d'éviter que le pays ne soit « coupé en deux blocs ».

Etrange honnêteté que d'appeler « bolchevisme » la politique stalinienne de collaboration avec le M.R.P. !

Etrange clairvoyance que celle de s'affirmer battu avant la bataille afin de pouvoir continuer la collaboration avec la bourgeoisie !

De son côté, le Parti Communiste Français accepte le « tripartisme » comme une nécessité sur laquelle il n'est même plus besoin de revenir. Fatigué de faire des œillades aux radicaux pour faire un « tripartisme » rajeuni, le Comité central stalinien surenchérit sur Félix Gouin :

« Le peuple marche [aux élections du 2 juin] sous le mot d'ordre de l'union de tous les républicains. Nous ne disons pas : nous voulons tout le pouvoir, toutes les responsabilités... »

***

NOTRE Parti Communiste Internationaliste est SEUL à appeler les masses à se mobiliser pour la défense de leurs revendications, pour le pain et leurs salaires.

Notre Parti est SEUL à expliquer que cette mobilisation peut mener à la rupture de la coalition tripartite et imposer un gouvernement P.S. — P.C. — C.G.T., gouvernement qui ne se souciera pas d'une majorité parlementaire, mais qui s'appuiera et sera contrôlé par les masses laborieuses.

Notre Parti est SEUL à expliquer que cette politique peut briser la réaction dans l'œuf et empêcher l'instauration d'un gouvernement bourgeois « à poigne ».

On nous dit : « Vous avez raison... mais.. vous êtes trop faibles. Voter pour vous, c'est perdre des voix... C'est affaiblir le P.S. et le P.C.F... Alors... »

Nous répondons : « Voter pour les dirigeants staliniens et réformistes là où notre Parti a pu déposer des listes, c'est en réalité perdre des voix pour soutenir une politique qui ne peut mener qu'à la catastrophe. »

C'est, au contraire, en s'affirmant résolument pour les listes du P.C.I. que l'on pourra inscrire un nouveau et victorieux chapitre dans la lutte des classes en France...

C'est effectivement là le seul moyen pour faire faire un pas décisif au rassemblement et à l'union des masses laborieuses sur la base d'un programme de classe...

LA SOUSCRIPTION ÉLECTORALE DU PARTI

Victoire ! le million est dépassé !

NOUS nous étions fixé 1.000.000 au 1er mai. C'était un gros effort à fournir pour tous nos militants et sympathisants. Grâce à leurs sacrifices et à leur dévouement inlassable, nous avons presque atteint cet objectif. Le million a été bouclé avec cinq jours de retard, le 5 mai.

C'est une grande réussite qui nous permettra de mener campagne dans plus de dix départements, d'intensifier notre propagande pour faire envoyer à la Constituante des députés trotskystes, animateurs et porte-parole des revendications ouvrières et de la lutte pour le Socialisme.

Demain à la Chambre, retentira de nouveau la parole communiste.

Ne relâchons pas nos efforts, d'énormes frais restent à couvrir. Les listes qui restent en circulation doivent rentrer le plus rapidement possible. Réclamez les nouvelles et continuez à récolter des fonds. Continuez à souscrire. C'est une forme de la lutte révolutionnaire aujourd'hui.

Le Secrétaire d'organisation,

Région de Clermont : 6.170 ; deux camarades de Feignies, 100.

Rayon Sud-Ouest : Y. R. F., 200.

Cellule 17-18e : Réunion du 4-5-46, rue du Pré-Saint-Gervais, 572 ; Pour la défense de l'U. R. S. S. et l'unité ouvrière internationale, 50.

Cellule de Saint-Ouen : cagnotte de la cellule : 227.

Liste 1127 : Marcellou, 96.

Liste 1124 (deuxième vers.) : un sympath., 50 ; une lectrice de la *Vérité*, 80 ; Jean, 50 ; un déporté, 100.

Liste 1282 : R. Jeulin, 50 ; P. Thanas, 100 ; H. Thanas, 100 ; R. Lefèvre, 50.

Liste 1283 (deuxième vers.) : récolté à la réunion du 5e : Raffier, 20 ; Parlandy, 6 ; E. M., 50 ; Tu, 50 ; divers, 254 ; L. P..., Corbeil, 50.

Liste 1384 (troisième vers.) : Raymonde Boutbien, 100 ; Francis et Lucien Renoult, 400 ; Guyot, 600 ; Nisard, 200.

Liste Garr. : 500 ; C. Marthelot, 25 ; Bouvier, 50 ; Bonnet, 50 ; J. Déal, 50 ; Dufar, 50 ; Labbé, 50 ; Pothier, 100 ; un cégétiste Granville, 200 ; P. Guillemin, 200 ; Beltramy (La V.), 200 ; Beltramy (R.), 100 ; Oury, 50 ; Mlle G..., Strasbourg, 500.

Liste 1241 : Huguet Burel, 50 ; M. D., 50 ; Robin, 100.

Liste 1234 : un groupe d'ouvriers de l'I. T., 130.

Liste 1242 : 60.

Liste 1238 : X. X., 100.

(Suite en deuxième page 8e colonne.)

La Vigie antifasciste

Le Parti de Regroupement des Ligues fascistes

Le P.R.L. est un parti au service des hobereaux et des industriels. Cela n'est pas un secret pour les travailleurs qui ne sont pas dupes des mots « Républicain et Liberté ».

Mais il est intéressant de savoir comment ce Parti « Républicain de la Liberté » recrute ses adhérents. Un sympathisant d'Aix-en-Provence nous écrit : « Dans ma maison habitait un membre du P.S.F. avant la guerre. Ce fasciste notoire déménagea prudemment lors de la libération. Or, le service du *Bulletin de liaison du P.R.L.* lui est fait à son adresse ancienne ».

N'est-ce pas la meilleure preuve que les listes des adhérents du parti du comte de la Rocque sont aujourd'hui la propriété du P.R.L. qui trouve ainsi une clientèle inespérée... de « républicains amoureux de la liberté » ?

Tout ceci indique assez que derrière la poignée de gâteux qui forment le motif décoratif du P.R.L., il y a un sérieux regroupement de tous les cagoulards.

On sait que le trop célèbre général Giraud vient d'adhérer à ce parti, et que De Gaulle est reçu à des déjeuners intimes chez le P.R.L. Michel Clémenceau. Partout la réaction creuse ses trous de taupe, partout cela pue la conspiration. Face à ces entreprises fascistes, quelle est la situation dans le camp ouvrier ?

Il serait stupide de nous cacher que cette situation n'a rien de réjouissant.

La classe ouvrière reste plongée dans le bain de l'Union Sacrée, pendant que les exploiteurs affûtent leurs armes.

Aussi le rôle de la Vigie aujourd'hui est d'ouvrir les yeux sur les manœuvres des bandes armées du capital.

Notre correspondant d'Aix vient de nous fournir une indication intéressante, mais ce sont des centaines de lettres qui doivent nous parvenir sur les agissements de la clique fasciste. Le monde du travail doit savoir ce qu'est le P.R.L. et ses complices.

Cela dépend aussi de vous, camarades !

L'arrogance des jeunes fascistes augmente

Vendredi 10 mai, à la Mutualité, les J.S. et l'U.J.R.F. avaient organisé une réunion en l'honneur de la délégation parlementaire du Viet-Nam. Après les discours patriotiques, les camarades se sont réunis en petits groupes autour des délégués. Vers 10 h. 1/2, en rangs serrés, une trentaine de J.P.R.L. font irruption dans la salle. Jeunes bourgeois arrogants. Ils s'approchent des affiches représentant les massacres causés par l'impérialisme français en Indochine mais hésitent à provoquer l'incident qu'ils sont venus chercher. Les camarades alertés les expulsent sans bruit, et ils s'en vont en menaçant « de revenir avec Leclerc ».

Les camarades J.S. et U.J.R.F. comprennent-ils ce que signifie une telle provocation ? Les fascistes se sont dégonflés aujourd'hui, demain ils passeront à l'action.

Vers 11 heures, ils arpentaient le boulevard Saint-Michel et sur toute la largeur de la rue, ils forçaient la main aux passants pour leur refiler des tracts. Ces méthodes d'intimidation étaient déjà celles des S.A. en Allemagne.

NOS RÉUNIONS PUBLIQUES A PARIS

Dans la 1re circonscription

Ve arrondissement. — 21 mai, à 20 h. 30, école des filles, 250 *bis*, rue Saint-Jacques. — 27 mai, à 20 h. 30, école des garçons, 41, rue de l'Arbalète. — 31 mai, à 20 heures 30, école des filles, 21, rue de Pontoise.

VIe arrondissement. — 29 mai, à 20 h. 30, rue du Pont-de-Lode.

VIIe arrondissement. — 30 mai, à 20 h. 30, école, 6, rue Cler.

XIIIe arrondissement. — 21 ma,, à 20 h. 30, école de garçons, 23, place Jeanne-d'Arc. — 25 mai, à 20 h. 30, école de filles, 13, rue Fagon. — 27 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 5, rue de la Providence. — 28 mai, à 20 h. 30, 5, rue Damesme. — 30 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 121, rue de Patay.

XIVe arrondissement. — 23 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 23, rue d'Alésia. — 25 mai, à 20 h. 30, 93, rue de l'Ouest. — 28 mai, à 20 h. 30, école de filles, rue Durouchoux. — 1er juin, à 20 h. 30, école de garçons, rue Maurice-Rouvier.

XVe arrondissement. — 21 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 4, place du Commerce. — 22 mai, à 20 h. 30, école de filles, 13, rue des Volontaires. — 24 mai, à 20 h. 30, école de filles, 97, rue Balard. — 29 mai, à 20 h. 30, école de filles, 28, rue Dombasle. — 31 mai, à 20 h. 30, école de garçons, 7, rue Lacordaire.

La permanence électorale, pour la première circonscription, se trouve, 19, rue Daguerre, Paris (14e).

Dans la 3e circonscription

La permanence de la 3e Circonscription se tient tous les jours, de 18 h. à 20 h., café AUGE, 6, rue des Archives, PARIS-4e (Métro : Hôtel-de-Ville)

3e arrondissement

25 mai, 20 h. 30, Ecole garçons, 3, rue Béranger.
30 mai, 10, rue des Quatre-Fils.

4e arrondissement

24 mai, 1, rue Neuve Saint-Pierre.

10e arrondissement

20 mai, Ecole filles, 21, rue des Petits-Hôtels.
27 mai, Ecole garçons, 11, rue des Vinaigriers.
31 mai, 29, r. de Sambre-et-Meuse.

11e arrondissement

21 mai, 98, av. de la République.
25 mai, 35, r. Godefroy-Cavaignac.
28 mai, 77, bd de Belleville.
30 mai, 14, rue Titon.

12e arrondissement

22 mai, Ecole filles, 52, rue de Wattignies.
29 mai, Ecole garçons, 83, av. du Général-Michel-Bizot.
1 juin, 57, rue de Reuilly.

19e arrondissement

22 mai, 27, rue Pré-St-Gervais.
23 mai, Ecole filles, 9, rue Tandou.
28 mai, 105, rue de l'Ourcq.
1 juin, Ecole garçons, 119, avenue Simon-Bolivar.

20e arrondissement

24 mai, E. filles, 103, av. Gambetta.
31 mai, Ecole garçons, 40, rue des Pyrénées.

Pour la Victoire... on a dansé.

Pointes Rouges

Ceux qui produisent... et ceux qui consomment.

Il n'y a pas que des stations balnéaires sur la côte, il y a aussi des travailleurs qui ont faim et qui voient avec colère le ravitaillement filer vers

les grands hôtels, comme c'est le cas à Touquet-Paris-Plage et ailleurs.

Mais la population laborieuse réagit : les ménagères de Pornichet ont menacé de s'opposer à l'arrivée des touristes si le ravitaillement ne s'améliore pas.

Bravo, les ménagères ! Vous avez compris que le fameux « Front des Français » c'est « les pommes de terre pour les bourgeois et les épluchures pour les prolos ».

Le ministre contre le militant.

L'Aurore, *organe du P. C. F. du Finistère, proteste énergiquement contre le fait qu'un Italien, collaborateur notoire enrichi pendant l'occupation, vient d'obtenir une adjudication de travaux à Brest. L'Aurore demande « grâce à qui ? »*

Nous nous associons à cette protestation, et, par camaraderie, nous avons pris nos renseignements. C'est, paraît-il, grâce à M. Tillon.

Qu'est-ce qu'il va prendre dans l'Aurore

Les colonisateurs « aux pluches » !

Le paquebot Léridan *vient d'arriver en France, retour d'Indochine. Et il s'est passé de bonnes histoires à bord.*

Toute une bande de riches colons possédés par la sainte frousse s'entassèrent sur le bateau au départ. Le commandant

accepta, mais, comme il manquait de personnel, il exigea que les passagers donnent un coup de main. Une semaine après le départ, ces beaux messieurs et dames n'avaient pas encore touché à un balai. Que voulez-vous, l'habitude de dire : « Boy, mes pantoufles. »

A tel point que le commandant, piquant une colère, mit quelques passagers en cellule et en débarqua d'autres en cours de route. Inutile de vous dépeindre la mine des « civilisateurs ».

Est-ce qu'une feuille de vigne est une « amélioration » ?

« Voter communiste, c'est empêcher qu'on touche aux récentes améliorations des salaires », déclare le comité central du P. C. F., dans un appel au peuple.

J'ai discuté avec pas mal de gars pour déchiffrer le mystère des « récentes améliorations » ; personne ne voit ce que cela veut dire.

A moins qu'il s'agisse des 1.000 *francs, devenus* 600 *francs, arrachés par les fonctionnaires sans le soutien des grands partis.*

Alors, avis : si vous voulez conserver des « améliorations fantômes », votez P. C. F.

Mais si vous voulez des améliorations réelles, luttez dans le P. C. I. et votez trotskyste.

Une vipère en visite.

Au cours d'un déjeuner donné par les représentants du Viet-Nam, le président de la délégation exposa le problème vietnamien. Vous n'avez pas dû en voir des échos dans la presse, trop occupée à raconter les promenades d'un fantoche cambodgien.

A ce déjeuner, un journaliste d'un « canard » dont le nom est sans rapport avec le contenu, déclarait à son voisin : « Si on quittait l'Indochine, ils se mangeraient entre eux, Tonkinois et Cochinchinois. »

Quelques minutes plus tard, le « jésuite » saluait le président de la délégation en déclarant :

« Soyez sûr que mon journal fera tout ce qui est possible pour la cause du peuple du Viet-Nam. »

La main tendue aux Carmélites.

Les travaux de reconstruction sur les côtes sont freinés pour manque de matériaux, mais, à Armentières, le couvent des Carmélites a agrandi ses habitations et le curé d'Armentières a pu entourer son pré d'un mur de 300 *mètres (sous prétexte que des gosses viennent y jouer).*

A Lille, au cinéma du Capitole, depuis plus d'un an une équipe d'ouvriers

maçons y travaille sans arrêt, engloutissant des tonnes de ciment et de briques...

...Alors que pendant ce temps, à Dunkerque, Boulogne, etc., des sinistrés sont sans abri.

A la Conférence Mondiale de la IVe Internationale

Les Conditions sont-elles mûres pour une action révolutionnaire ?

CONFRONTANT leurs expériences, les militants de la IVe Internationale répondirent à la question : « Les conditions sont-elles mûres pour une action révolutionnaire des masses ? »

Ils examinèrent successivement la situation de la bourgeoisie, celle de la petite bourgeoisie, celle du prolétariat en général, et enfin celle de l'avant-garde prolétarienne.

La classe dirigeante indécise

Sur le premier point, le manifeste élaboré par la conférence s'exprime en ces termes :

Jamais la confusion n'a été répandue aussi largement dans la classe dirigeante...

Si le gouvernement a pu tomber aux mains du parti travailliste en Angleterre ou d'une coalition des socialistes et des staliniens avec les partis démocratiques bourgeois dans un Front populaire en France, en Belgique, etc., tel n'était pas le dessein de la bourgeoisie. *La classe dirigeante tolère ces régimes de « gauche » parce que la pression des ouvriers et de la masse populaire est trop puissante, que ses propres forces sont encore trop faibles pour établir une dictature ouverte...*

La petite bourgeoisie mécontente

Une telle indécision, une telle incertitude du grand capital devaient avoir leurs conséquences dans les classes moyennes qui ont souffert énormément de la guerre. Aussi bien pour les pays où le fascisme avait dominé que pour les pays démocratiques ; aussi bien pour la petite bourgeoisie des villes que pour la paysannerie à qui la guerre n'a apporté que des profits de papier dévalué, avec lequel elle ne peut se procurer rien de ce qui lui est indispensable pour travailler, le manifeste de la IVe Internationale constate que ces classes moyennes se sont détachées de l'emprise du grand capital. Plus encore :

Le mécontentement de la petite bourgeoisie et ses efforts pour un changement décisif se montrent dans son déplacement massif vers les partis qui, traditionnellement, représentent pour elle des partis ouvriers. La formidable victoire du parti travailliste anglais, les votes écrasants pour les socialistes et les staliniens en France, en Belgique, en Italie, le soutien donné par la masse à l'E.A.M. en Grèce, etc, ne peuvent être compris que sous ce jour.

La classe ouvrière n'est pas brisée

La grande bourgeoisie est indécise, la petite bourgeoisie détachée d'elle et orientée vers la classe ouvrière. Où en est celle-ci ? Le manifeste se prononce très clairement :

La vague montante de grèves qui, en Europe et en Extrême-Orient, emporte pays après pays, pour atteindre son point culminant en Amérique même, la citadelle du capitalisme mondial... témoigne par sa persistance, par son haut degré de combattivité comme par ses mots d'ordre avancés (échelle mobile des salaires, ouverture des livres de comptes des grandes entreprises, etc.) d'une conscience croissante des ouvriers de leur situation intolérable.

La situation est également marquée par les puissants mouvements dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Les conditions de la victoire ouvrière

Ainsi, nous nous trouvons dans des conditions où la classe dominante a perdu son assurance, où la classe exploitée s'engage dans la lutte révolutionnaire et attire à elle les couches intermédiaires déçues de la faillite du grand capital. Pourquoi, dans ces conditions, le rythme du développement révolutionnaire, la marche de la lutte des classes ont-ils été assez lents ? Pourquoi la première vague de luttes qui marqua la fin de la guerre a-t-elle tourné court ? Quelles sont ou quelle est l'autre condition fondamentale qui restent à remplir pour assurer la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ? Notre prochain article apportera la réponse de la IVe Internationale à ces questions qui préoccupent des milliers et des milliers de militants révolutionnaires dans le monde entier.

P. F.

(1) Voir *La Vérité* nos 120 et 121.

3 NUMEROS 10 fr.

« La Vérité » a lancé une campagne d'abonnements à l'occasion des élections.

Déjà, nombre de camarades ont fait parvenir des listes d'abonnement. Mais il existe des régions du parti où tout l'effort nécessaire n'a pas été fait. Nous rappelons les conditions :

Trois numéros de « La Vérité » pour 10 francs.

Le 124. — 24 mai, sera centré sur le 75e anniversaire de la Commune de Paris ;

Le 125. — 31 mai, évoquera le vaste mouvement de grèves de juin 1936 et en tirera les leçons d'une brûlante actualité, à la veille du 2 juin ;

Le 126. — 7 juin, au lendemain des élections, donnera la position du P.C.I. sur les résultats du scrutin.

Rendez service à vos camarades du P.S. et du P.C.F. en les abonnant pour les trois numéros de la campagne électorale.

Les quatre camarades qui arriveront en tête du concours bénéficieront d'un abonnement d'un an à « La Vérite » ou d'un renouvellement d'abonnement.

Les six suivants : un abonnement de six mois.

Les dix autres : envoi gratuit d'un ouvrage marxiste à choisir dans une liste qui sera publiée prochainement.

N'attends pas demain, camarade, recueille des abonnements dès aujourd'hui. Le Parti a besoin de toi.

Lettre de Bulgarie

Un camarade a reçu d'un trotskyste bulgare la lettre suivante dont voici la copie :

Plovdir (Bulgarie), le 25-4-46.

Cher camarade,

J'ai reçu ta lettre, je dois dire que pour moi, comme pour le groupe du Parti à Plovdir, ta lettre a été un grand et réjouissant événement.

Notre parti a commencé son activité en 1925 comme fraction du Parti communiste bulgare, section de la IIIe Internationale.

Le stalinisme est ici en pleine régression. Sa collaboration avec la bourgeoisie l'a affaibli. Notre parti croit chaque jour politiquement et organisationnellement, bien que devant travailler illégalement.

Le gouvernement de collaboration de classes a claironné à la population bulgare qu'aujourd'hui, en Bulgarie, c'était la pleine liberté... etc., etc... Eh bien, camarade, voici la vérité : notre parti qui a lutté contre le fascisme, non seulement dans les années 1941 à 1944, mais depuis toujours, notre parti reste interdit par le gouvernement bulgare actuel, où siègent des ministres staliniens.

Notre organe, l'Appel communiste, *est lu avec un très grand intérêt par les travailleurs bulgares, mais il est tiré au « ciklostil ».*

Les membres de notre parti sont persécutés parce qu'ils sont trotskystes, pour leurs idées politiques. Il y a cinq jours, un de nos jeunes camarades fut renvoyé de l'usine parce qu'il était trotskyste. Dans notre pays se multiplient les persécutions pour opinions politiques. La terreur fasciste est de nouveau installée par les staliniens sous le couvert de la « défense de la puissance du peuple ». A la presse a été mis un bâillon. Les journaux sont libres tant qu'ils adulent le gouvernement ; aussitôt qu'ils commencent à critiquer, le ministre de l'Information (ancien fasciste, camarade de Cenkov, ministre du Peuple et de la Démocratie avec la bénédiction de Georgi Dimitrov) peut interdire leur parution...

Mort pour le communisme

Il y a deux ans mourait au camp de tortures de Dora notre camarade Marcel Hic, rédacteur en chef de « La Vérité » et animateur du secrétariat européen de la IVe Internationale pendant l'occupation.

Dans la clandestinité et jusqu'à son arrestation, Marcel Hic se dépensa sans compter, rétablissant les liaisons entre les sections européennes et organisant le travail de propagande communiste en direction de l'armée allemande.

Sa mémoire reste impérissable parmi nous. Le combat qu'il a mené et pour lequel il est mort, nous continuerons à le mener jusqu'à la victoire de notre cause : l'instauration de la dictature du prolétariat.

LA VIE DU PARTI

EN PROVINCE

Nancy. — A l'occasion du referendum, nous avons collé des affiches dans un grand nombre de localités (Nancy, Neuves-Maisons, Chavigny, Pont-Saint-Vincent, Briey, Champigneulles, Joeuf, Homécourt, Lunéville, Longwy). Au cours de plusieurs réunions, les travailleurs des mines et de la sidérurgie nous ont manifesté de la sympathie. L'influence du parti grandit.

Quimper. — Le rayon signale que le travail des militants de Concarneau se poursuit favorablement.

La rentrée des listes de souscription (l'une dépasse 1.200 fr.) indique que les camarades ne restent pas en arrière.

Clermont-Ferrand. — La région du P.C.I. a diffusé 11.000 tracts sur la question du referendum dans diverses localités du Puy-de-Dôme, Montbrison et Saint-Etienne.

Un deuxième tract tirant les leçons de l'échec du « oui » a été également diffusé (30.000 exemplaires). Dans ce tract, nos camarades révèlent que le capitaliste Michelin vient d'augmenter son capital de 500 millions. Résultat du « produire d'abord ».

Nantes. — La région a organisé six meetings et publié un tract sur le problème de la Constitution. Bons résultats. Le travail se développe.

La région de la Gironde au travail

Le 9 mai, le P.C.I. organisait pour la première fois une réunion à la Bastide. Environ 150 travailleurs avaient répondu à son appel. Le premier orateur J.-R. Chauvin rappela l'action du P.C.I. dans le passé et fit le procès du tripartisme dans lequel s'enlisaient de plus en plus les partis socialiste et communiste français. A son tour, M. Forcada vint dénoncer les scandales du ravitaillement. Très applaudie elle appela les ménagères à constituer leurs comités. P. Frank, traitant des questions internationales, appela les grandes organisations ouvrières et syndicales à manifester le jour des expériences de la bombe atomique et contre toute nouvelle préparation à la guerre. La réunion se termina au chant de l' « Internationale ».

Bordeaux

Le 10 mai se tenait une nouvelle réunion à l'Athénée municipal. Trois cents travailleurs présents, après avoir écouté les exposés de M. Forcada, J.-R. Chauvin et P. Frank, adoptèrent l'ordre du jour dont nous citons les principaux passages.

« ...Protestent contre la mise en liberté provisoire de Marquet et de Weygand, et engagent tous les travailleurs à lutter pour l'échelle mobile des salaires, le contrôle populaire du ravitaillement, le contrôle ouvrier sur la production ; des nationalisations sans indemnité ni rachat, pour soutenir la lutte des peuples opprimés des colonies, pour imposer un gouvernement socialiste, communiste, sans M.R.P., agents des trusts.

Les étudiants communistes internationalistes exposent la politique du P. C. I.

9 mai. — Malgré une faible propagande, 150 étudiants s'entassent dans la salle trop étroite des Sociétés Savantes. Après un appel à l'action contre le regroupement fasciste, et les mesures d'intimidation des J.P.R.L., le camarade Laforge développe le programme du parti face à la situation présente et, critiquant la politique de collaboration des partis ouvriers avec le M.R.P., il insiste sur les dangers des campagnes démagogiques auxquelles elle prête.

De nombreuses questions sont alors posées sur les problèmes de la production, de l'Allemagne, des colonies, toutes révèlent un large courant de compréhension et de sympathie. De nombreux camarades nous ayant demandé de faire une autre réunion, nous les convoquons dès maintenant le 23 mai, à 17 h. 30, aux Sociétés Savantes, salle D.

Convocation

Cellule de Drancy. — Réunion dimanche 19 mai. Matin à 10 heures, lieu habituel.

(Forclum. Présence indispensable.)

Passez aux permanences du P. C. I.

Région parisienne : 19, rue Daguerre (au fond de la cour), Paris-14e. Tous les jours de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

Bordeaux: 34, cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

Nantes : Café de Bretagne, Place de Bretagne. Tous les samedis de 15 h. à 18 heures.

Grenoble : Café Mayousse, place Birhakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 19 heures.

Clermont-Ferrrand : Place Gaillard, Café National. Tous les samedis de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

Saint-Etienne : place du Peuple, Café Bessot. Samedi de 17 h. à 19 h.

Lille : Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail. Samedi de 17 h. à 20 heures.

Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.

Brest : Ecrire à Gérard Trevien, 89, rue du Guelmeur, Brest-St-Marc.

Réponse aux calomnies

Plus les dirigeants du P. C. F. se compromettent avec la bourgeoisie au nom de « l'union des Français », et plus ils sont obligés de frapper sur l'extrême-gauche.

Tous les moyens sont bons et la calomnie est employée à fond.

La Voix de l'Est, organe du P.C.F., écrit samedi 27 avril.

« Le torchon *La Vérité* parut légalement pendant l'occupation. »

Notre confrère (confrère, à cause du mot « torchon ») fait une grave erreur.

La Vérité parut toujours clandestinement pendant l'occupation et, en plus, ça n'est pas elle qui demanda sa libre parution à la Kommandantur en 1940.

Il ne faut pas confondre *La Vérité* et *L'Humanité*.

Et il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu.

Chacun peut se renseigner à la Bibliothèque nationale ou à la permanence du P. C. I. pour y trouver les numéros clandestins de *La Vérité*.

Chacun peut également demander à la Bibliothèque nationale des numéros de *L'Huma* clandestine de 1940 où elle demandait sa parution légale.

Et celui qui ne trouverait pas cela convaincant peut demander au P. C. F. de publier sa presse clandestine. Mais pas comme dans sa fameuse exposition où les numéros de 1942 1943 1944 recouvraient les textes de ceux de 1940 et 1941.

Il ne faut jamais accuser les autres des maladies qu'on a.

LE SALUT de la Section anglaise

Le 29 avril 1946.

Cher camarade Bleibtreu,

C'est avec grand plaisir que nous avons reçu les derniers numéros de la *Vérité* nouvelle. C'est une magnifique réalisation.

Après votre long combat pour établir votre droit démocratique à publier la *Vérité* sans restriction légale, votre rédaction a couronné votre grande victoire en publiant un journal dont les membres du parti français et des sections de l'Internationale peuvent être fiers.

Les membres du Parti communiste révolutionnaire envoient leurs salutations cordiales à la *Vérité*. Puisse votre lutte magnifique et inlassable du passé être suivie de nouveaux succès ! Que la *Vérité* se diffuse sur toute la France ! En avant, le P. C. I. !

Jack HASTON.

LE MILLION

(Suite de la première page)

Liste 1004 : Marguerite Uusclat, 200 ; prix des cigarettes, 140.
Liste 1241 : M. B., 100 ; Françoise, 250 ; vente à Ch. Michels, 12.
Liste 1243 : pour la construction du parti révolutionnaire, 500.
Liste 1234 : Souriau, 20 ; cellule de Choisy, 2.640.
Liste 1370 : X., 20 ; X., 25 ; Michel, 30 ; Mansard, 250.
Liste Latour : quatre ouvriers de la S. N. C. A. C., 200.
Liste 1248 : X., 500.
Liste Rémy : J. V., 150 ; Coysevox, 50.
Liste Cordier : R. P., 100.
Liste Pir. : M. H., 200.
Liste 1204 : Fernand, 100 ; Gorlin, 50 ; Raymonde, 100.
Liste 1029 : 3.000 ; Claude, 500 ; A. G. (deuxième vers.), 1.000.
Liste 2105 : Maurice, 150 ; Adolphe, 50 ; Jules, 50 ; Henriette, 50.
Liste 477 : Raymond, 160.
Liste 386 : une Relecquoise, 20 ; François Plassard, 20 ; M. Dréan, 20 ; Riou, 30 ; Le Gall, 20 ; anonyme, 30 ; Messager, 100.
Liste 386 (deuxième vers.) : 100 ; un S.F.I.O., 500 ; une S.F.I.O., 100.
Liste 337 : un sympath., 100 ; Pierre Salaun, 20 ; Joseph Bourlès, 50 ; Y. Cann-Kerry, 50 ; F. Messager, 65.
Liste 00315 : R. D., sympathisante, 50 ; Marcel B..., pour le parti, 20 ; Marcel B... (deuxième vers.), 20 ; Alix, 200 ; Ratrique, 50 ; Dudebout, 50; Tanavelle, 50; Lépine, 5; un sympath., 20; Marcel B... (troisième vers.), 20; Malaprez, 20; François S., 100; un P.T.T., 20 ; José, sympathisante, 50 ; Malaprez (troisième vers.), 50 ; Marcel B., pour le parti (quatrième vers.), 50 ; la tante d'un militant, 100 ; anonyme, 50 ; la mère d'un militant pour arrondir la somme, 75.
Liste 289 (Quimper) : Y. Q., 300 ; anonyme, 100.
Liste 4711 (Brest, deuxième vers.) : J. L., 200.
Liste 294 (Labord, Nixan, Quimper) : Marcel, 100 ; Léo 100 ; Roger, 50 ; Gaby, 50 ; Bil, 50 ; René, 50 ; Major, 30 ; Henri, 50 ; John, 50 ; pour un art révol., 20 ; Pierrot, 50 ; René, 30 ; Jean, 50 ; Lisette, 50.
Liste 1386 : Labord, 100 ; Duvernois, 1.000 ; Wac, 5.000 ; J. G., 500 ; R. G., 500 ; S. G., 500 ; anonyme, 1.000 ; Antoine, 100 ; E. M. (deuxième vers.), 1.000 ; Marchand, 500 ; Henri, 50 ; un soudeur, 50 ; un soudeur, 50 ; concierge, 50 ; R. V., 50 ; un groupe de coloniaux, 13.750 ; Vadier, 100 ; Raoul, 250 ; Marcoix, 50 ; M. R., 100 ; X., 500 ; Vive la IVe !, 1.000 ; Grade, 10.000 ; anonyme, 50 ; un abonné, 250 ; R. V., 200 ; T. V., 500; Lome, 1.000; Finkel, 1.000; Samédi, 1.000; A. M., 1.000; Marcel, 100; Lavalleri, 50; R. T., 100; X., 250; X., 500; un abonné, 4.000; M. Grimbert, 10.000 ; Louis, 1.000 ; anonyme, 1.000 ; un sympathisant, 1.000 ; X., 500 ; Garibe, 500 ; X., 500 ; X., 1.000.
Liste 1065 : Annette Dazy, 200 ; Pierre Dazy, 100 ; « J'ai compris », 100 ; « un stalinien pour que la *Vérité* puisse s'exprimer », 50 ; un autre, 30 ; S. L., 80.
Liste 0754 : Voisard, 100 ; Russier, 50; Cheronnet, 50; Henry, 40; Reinhart, 100.
Liste 739 : J. Vallet (deux J. de travail), 500 ; Thévenot, 20 ; élève du C. E. O., Grenoble, 20 ; Gaudard, 200; un chimiste, 50; sympathisant S. P. I. O., 100 ; Laurent (un jour de travail), 200.
Liste 735 : Fabre Henri, 150 ; anonyme, hôpitaux, 100 ; instituteur dauphinois, 100; ébéniste dauphinois, 100 ; Pieniek, étudiant, 100 ; anonyme, L'Argentière, 100 ; un externe des hôpitaux, 30 ; un servant des hôpitaux, 20.
Liste 817 : Louis, à Entraigues, 500 ; Yvonne, à La Mure, 100 ; Raymonde 111, de Nantes-en-R., 50 ; Liliane, à La Mure (troisième vers.), 25 ; sympathisante muroise, 100 ; Rousset Edmond, 200 ; camarade d'Entraigues, 50 ; Félicité, à La Mure, 200.
Liste 1479 : Polopp, 200.
Liste 1286 : Henri, 50 ; Robin, 50 ; Toboul, 50 ; Roger, 20.
Liste 1287 : D., 100 ; A. A., Lyon-Vaise, 200 ; anonyme, 100 ; A. D., 100 ; Gaston, 100 ; René, 100.
Liste 304 *cellule* 31 : André, 150 ; Mallegol, 100 ; Armande, 500.
Liste Vouguérard : J. G., 400 ; J. P., 50 ; Suzanne P., 400.
Liste 1260 : Dussouchet, 200.
Liste cellule du XIIIe : meeting indochinois, 90.
Liste 1241 (réunion Sociétés savantes) : Mérimé, 10 ; J. V., 50 ; R. P., 10 ; X., 20 ; J. L., 20 ; A., 20 ; B. L., 30 ; B. H., 50 ; Rule, chambre 7, C. F., T. H., 90 ; Michel, 30 ; six étudiants, 120 ; deux étud. d'hist., 50 ; A. B., 30 ; étudiant soc., 20 ; XX., 25.
Liste 1142 : Marcel R..., 450; Henri A..., 250 ; Daniel, 300.
Liste 1146 : X., 50.
Liste permanence : Dupont, 200 ; anonyme, 20.
Liste 1405 : un ouvrier, 20.
Liste 1185 : Jules S..., 20
Liste 1182 : Michel B..., 100 ; Robert, 53 ; Roger D..., 8 ; Cri, 20 ; un lecteur de la *V.*, 20 ; un anarcho-syndic., 20 ; Michel K..., 20 ; Angèle, 50 ; Marcel H..., 50.
Liste 1193 : M. L., 100 ; L. P., 50 ; R. R., D. X., 50 ; Gaston C..., 100 ; G. G., 100 ; Palomino, 30 ; Marie-Lou, 50 ; H. Bertin, 50 ; H. E., A. A., 10 ; Wadier, 100 ; Pierre, 50 ; Zotte, 60 ; Moser, 100 ; C. M., 130.
Liste 1201 : C. P., 200 ; O., 50 ; B., 60 ; L., 10 ; R., 20 ; C. A., 50.
Région de Clermont : anonyme, 5.000.
Liste 624 (Lyon) : Milou, 50 ; Gaillard, 50 ; cellule hospices, 500 ; Mme Léonie Boviéri, 200 ; Mme et M. Marius Riviéri, 200 ; Cricri Riviéri, 20 ; Mme Roche, 30 ; Maurice Bailly (Romans), 100.
Liste 625 (Lyon) : Guillard, 500 ; Marcel, 50 ; Gaston, 60 ; Pierre, 40 ; Marmonteil, 50.
Liste 627 (Lyon) : Page, 200 ; Bonhomme, 100 ; un vrai, 100 ; celui qui espère, 100 ; P. R., 100 ; H. B., jamin, 50.
Liste Lyon : M. J., 100 ; Arnaud, 50 ; Sylvain, 50 ; Macol, 20.
Liste 816 (Grenoble) : un militaire, 100 ; un anonyme, 24 ; Albert, 15 ; Rémi, 100 ; Guy, 200 ; Zulu, 100 ; Pedro, 100 ; Pierre, 100 ; Jacy, 500 ; Facteur, 200.
Liste 746 (Grenoble) : Joseph, 10 ; Giraud, 15 ; Achard, 10 ; Bérard, 10 ; Chailan, 10 ; Rochas, 5.

(X) *L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine la publication de la totalité de la liste.*

TOTAL GENERAL . . . 1.007.613 20

OU VA L'UNION SOVIÉTIQUE ? par Ernest GERMAIN

LA POLITIQUE DE YALTA (II)

Mais cette politique de la bureaucratie, loin d'œuvrer au maintien des différents équilibres sur lesquels repose son existence, a en général accélérer leur rupture. L'équilibre inter-impérialiste est définitivement brisé. L'impérialisme américain émerge de la guerre comme l'unique puissance réellement renforcée, qui entraine dans son sillage l'impérialisme britannique, la seule autre puissance qui reste plus ou moins indépendante. L'équilibre en U.R.S.S. même est rompu également, la pression de la caste militaire, des paysans millionnaires et des directeurs de trusts sur l'appareil dirigeant s'accentue de plus en plus et provoque une véritable crise. Enfin, la politique de conciliation sociale et de capitulation devant la bourgeoisie suivie par les différents partis ouvriers n'a pas empêché la montée révolutionnaire mondiale du prolétariat et des masses coloniales de mettre en danger de mort l'existence même du capitalisme mondial.

Voilà la situation à laquelle devait faire face, dès 1944, la bureaucratie soviétique. Essentiellement différente de toutes les situations que la bureaucratie a connues dans le passé, elle inspira à la bureaucratie une politique essentiellement différente. Ce fut la politique dite de Yalta, celle qui est en train de sombrer à l'heure actuelle.

« L'explication théorique »

Le 4 janvier 1944, Earl Browder, secrétaire général du P.C. des Etats-Unis, prononçait un grand discours devant le Comité central de son parti. Dans ce discours, il déclarait ce qui suit :

La déclaration de Téhéran, la cohabitation pacifique entre le capitalisme et le socialisme est le seul espoir pour la continuité de la civilisation à notre époque. Voilà pourquoi je peux... en faire le point de départ de toutes mes considérations concernant les problèmes de notre pays et du monde.

Et quelle était la nature de ces « considérations » ?

Je renonce au mot d'ordre politique « classe contre classe » en tant que critère des groupements politiques pour la période immédiate. Si Georges Morgan soutient la coalition anglo-soviéto-américaine, s'il est prêt à se solidariser avec elle, je suis prêt, en tant que communiste, à lui tendre la main sur ce point et à lutter avec lui pour sa réalisation. Les différences de classe et les groupements politiques n'ont maintenant aucune importance, *sauf les cas où ils reflètent tel ou tel autre aspect du problème en question. Or, si l'on veut caractériser le système capitaliste existant aux Etats-Unis comme système de la liberté de l'initiative privée, pour notre part, nous ne trouvons rien à y objecter, et nous déclarons ouvertement que nous sommes prêts à collaborer pour assurer le fonctionnement efficace de ce régime capitaliste.*

Cette position n'était nullement quelque chose d'isolé ou de caractéristique pour les seuls Etats-Unis. En janvier 1944, William Rust, éditeur du *Daily Worker*, l'organe du P.C. anglais, écrivait qu'il soutenait complètement la position de Browder, basée sur les décisions de Téhéran.

En juillet 1945, le dirigeant du P.C. hollandais, Paul de Groot, déclarait que « ceux qui prétendent que puisque le capitalisme subsiste, nous devons nous attendre tôt ou tard à de nouvelles crises économiques, au chômage, etc., sont ou bien des ignorants qui ne tiennent pas compte des conditions nouvelles, ou bien des trotskystes ». Un autre dirigeant du P.C. hollandais, P. van Doorn, écrivait encore en août 1945 que pour les communistes hollandais, « les intérêts de la patrie priment tout » et qu'ils « *défendaient ces intérêts sans réserves et sans arrière-pensée* ».

Cette position théorique reçut la consécration la plus solennelle au moment même où elle était en train de sombrer. Dans son adresse aux peuples soviétiques, en août 1945, au moment où la guerre avait pris fin, Staline déclarait : « Cette guerre fut une guerre libératrice de tous les peuples envahis par les agresseurs fascistes... La défaite des puissances agressives de l'Axe élimine définitivement t

DU MONDE ENTIER

Les "Quatre" en désaccord

sur le partage du butin de la deuxième guerre mondiale

BYRNES, le ministre des affaires étrangères américain, vient de proposer l'ajournement pur et simple de la Conférence des Quatre. Tro s semaines de discussion, plus de vingt séances, ont été nécessaires pour arriver à ce résultat : aucun accord, même de principe, n'est possible dans la situation actuelle entre les représentants des grandes puissances. Et pourtant il ne s'agissait que de la discussion sur les projets des traités de paix à imposer aux nations vaincues.

Sur un point néanmoins, les Quatre sont restés tacitement d'accord : interdire aux masses de prendre conscience de leur rôle de dupe, prévenir par tous les moyens une initiative populaire, continuer à débattre en secret les problèmes qui engagent le sort de milliers d'hommes.

Mais l'échec est là, et les Quatre, eux-mêmes, n'ont pu le dissimuler plus longtemps. Ce qui conduit l'éditorialiste du « Populaire » du 14 mai à écrire :

« Ce n'était peut-être pas la peine de demander à des millions d'hommes de se battre et de mourir afin d'assurer le triomphe de la Charte des Nations Unies.

Cette constatation, bien des travailleurs l'ont déjà faite; et l'échec de la Conférence de Paris aura eu ce mérite :

— d'éclairer ceux qui encore avaient des illusions sur la possibilité d'aboutir à une paix véritable dans les cadres du régime capitaliste et par les moyens de la d plomatie secrète;

— de révéler clairement à ceux qui suivent le P.C.F. que la défense diplomatique et bureaucratique de l'U.R.S.S. ne peut conduire celle-ci qu'à la défaite devant ses adversaires impérialistes anglo-américains.

Les vraies causes de l'échec

TANDIS que dans le camp des réactionnaires et des réformistes la presse fait tomber la responsabilité de l'échec sur Molotov, les journaux staliniens dénoncent l'intransigeance de Byrnes ou du travailliste Bevin.

En réalité, c'est là un problème secondaire, au travers duquel néanmoins on peut découvrir le véritable sens des antagonismes qui dressent les puissances impérialistes contre l'U.R.S.S. L'attitude de Bevin s'explique par le désir des capitalistes britanniques de compenser l'émiettement de leur empire colonial au profit de leurs « alliés » américains, au cours de la guerre, par de nouvelles rapines et de nouvelles conquêtes sur le dos des peuples de l'Europe. Or ils se heurtent là directement aux intérêts de l'U.R.S.S., et c'est pour faire une brèche dans le « glacis » soviétique que Bevin reste intransigeant sur le problème de Trieste, de la Bulgarie, des Détroits, etc.

L'impérialisme français continue cette politique de bascule que de Gaulle enseigne à Bidault, et qui consiste à faire obtenir à la France pour son rôle d'arbitre, une petite part du butin.

La politique américaine

LA presse réactionnaire a voulu représenter Byrnes comme hostile à toute idée de marchandages; mais il faut voir dans cette attitude un véritable calcul.

Les U.S.A. possèdent actuellement l'appareil industriel et financier le plus puissant dans le monde ; ils ont la supériorité militaire incontestable que leur confèrent des bases innombrables disséminées aux quatre coins du globe, et surtout le secret de la bombe atomique. Ils connaissent les difficultés intérieures de l'U. R. S. S. Le « Figaro » du 14 mai s'exprime ainsi à ce sujet :

LES AMERICAINS SONT D'AUTANT MOINS DISPOSES A JOUER LE ROLE DE MEDIATEUR, C'EST-A-DIRE A FAIRE UN PAS POUR ALLER AU-DEVANT DES RUSSES, QU'ILS LES CROIENT TOT OU TARD FORCES DE CEDER. Certains d'entre eux sont persuadés que des nécessités intérieures les amèneront à rechercher l'aide américaine; l'industrie russe est incapable de produire tous les biens de consommation réclamés par le peuple russe. Quand la Russie voudra obtenir les crédits et les fournitures dont elle a un besoin urgent, elle se montrera plus conciliante ! »

Aussi la politique de Byrnes a-t-elle consisté à faire constamment front unique avec l'impérialisme britannique contre l'U.R.S.S., qu'elle sait obligée de céder tôt ou tard.

La diplomatie défensive de Molotov

LES dirigeants de l'Union soviétique apparaissent ainsi comme les plus décidés à aboutir à un accord, fut-ce au prix de compromis coûteux.

Ils ont conscience en effet de leur faiblesse en face du colosse américain; de leur propre avis, il leur faudrait attendre 1961 pour atteindre le niveau de l'industrialisation aux U.S.A. Plus soucieux de défendre leurs intérêts de bureaucrates privilégiés que les conquêtes d'Octobre, craignant par-dessus tout de faire appel à l'initiative des masses ouvrières, ils acceptent de mettre cette force immense que représentent des millions d'exploités dans le monde au service de leur diplomatie de marchandages et de compromis pourris.

Molotov, en défendant son droit à la tutelle sur les colonies italiennes au cours des premières séances, a ainsi justifié les prétentions impérialistes de son adversaire britannique.

En acceptant de déterminer souverainement avec les trois représentants du capital anglo-saxon et français la nationalité des Triestins, des Tyroliens du Sud, de toutes minorités nationales, ou la rançon à infliger à un peuple pour prix des crimes de ses bourreaux. Molotov facilite dans ces régions la renaissance du national-socialisme ainsi qu'en témoignent certaines manifestations récentes dans le Sud du Tyrol par exemple.

Cette politique, qui sacrifie à un soi-disant « réalisme » le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, celui à l'indépendance des peuples coloniaux, vient donc à nouveau de faire faillite — et non seulement l'U.R.S.S., a perdu le soutien que n'auraient pas manqué de lui apporter les peuples dont l'U.R.S.S. aurait défendu le droit à l'indépendance, mais encore elle n'a pas obtenu un seul avantage de la part des trois autres puissances.

La guerre est-elle évitable ?

BYRNES a proposé hypocritement de faire trancher les différends par la Conférence de la Paix. Evidemment Molotov ne pouvait refuser, car l'U.R.S.S. y sera constamment en minorité. Ce n'est point la conférence des trois, ce n'est point l'O.N.U., ce n'est point de nouvelles discussions qui peuvent trancher le désaccord, c'est la force seule. Et, dès maintenant, les travailleurs mesurent l'immensité du danger qui pèse sur le monde. Ils prennent conscience de la nécessité de prendre leur sort entre leurs mains. JAMAIS PEUT-ETRE ON N'A RESSENTI COMME MAINTENANT L'ABSENCE D'UNE PUISSANTE ORGANISATION SOCIALISTE INTERNATIONALE, CAPABLE D'EN APPELER AUX PEUPLES POUR FAIRE TRIOMPHER LES PRINCIPES AU-DESSUS DES CALCULS SORDIDES, des ambitions impérialistes et de toute cette politique de marchandage qui nous a ramenés aux plus lointaines époques de l'histoire. »

Cette Internationale existe.

Ce n'est point celle que Ch. Dumas, S.F.I.O. que nous venons de citer, veut faire ressusciter pour « être une force au sein des gouvernements » et en réalité servir d'auxiliaire à la politique des ministres travaillistes de Grande-Bretagne.

C'est la IVe Internationale dont les trente-quatre sections de tout le monde luttent pour dresser les peuples contre leurs exploiteurs, contre la guerre qu'ils nous préparent et les conduire vers l'édification des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

Grève internationale contre la guerre atomique

DE très grandes précautions sont prises pour que l'expérience de Bikini, cet atoll du Pacifique sur lequel l'Etat-Major américain va essayer une bombe atomique, se produise dans les meilleures conditions. A elle seule, cette expérience coûtera plusieurs millions de dollars; il faut ajouter à cette dépense, les frais d'une préparation qui dure déjà depuis plusieurs mois.

Ainsi donc, jamais plus grand danger n'a menacé l'humanité. Mise au service de toute lhumanité, cette découverte permettrait non seulement de réparer très rapidement ce qui a été détruit au cours des années de crise et de guerre, mais de donner très vite à chaque être humain un confort qui, à l'heure actuelle, n'est connu que d'une minorité de bourgeois.

Que fait-on pour prévenir ce danger ? Le même gouvernement américain a chargé quelques experts de chercher s'il y avait la possibilité de mettre sur pied un système de contrôle international de l'énergie atomique. Ces experts ont publié un rapport (dit rapport Lilienthal) qui aboutit à une première conclusion :

« *Il n'y a pas de perspective de sécurité contre la guerre atomique sans un système d'accords internationaux pour mettre hors la loi de telles armes, contrôlées seulement par un système qui repose sur l'inspection ou de semblables méthodes policières* ».

Pas de protection véritable

La commission d'experts a quand même accouché de quelque chose; elle prétend avoir trouvé un système d'inspection simplifié à l'extrême, si simplifié qu'il en serait rendu pratique. Ce système repose, selon eux, sur l'affirmation des autorité scientifique que l'uranium restera, pendant longtemps encore, la seule matière première d'où l'on préparera des désintégrables. Aussi messieurs les experts proposent de remettre à une seule autorité internationale :

1) L'extraction des minerais d'uranium;

2) La production d'uranium 235 pur et les recherches internationales à ce sujet;

3) La vente aux Etats nationaux d'"uranium « dénaturé » seulement.

De cette façon, prétendent les experts, l'inspection n'aurait à surveiller que les tentatives illicites d'extraction de minerais d'uranium.

Il suffit de quelques minutes de réflexion pour ramener ce rapport d'experts à sa juste valeur. Que deviendrait ce beau projet le jour où des savants trouveraient soit d'autres subbstances désintégrables que l'uranium, soit d'autres méthodes de désintégration atomique ? En outre, quelle eput être cette autorité internationale qui pourrait assurer l'inspection prévue par eux ?

A toutes ces questions, il n'y a aucune réponse sérieuse possible. D'une part, la science ne restera pas là où elle en est; la recherche atomique va maintenant recevoir des stimulants de toutes les puissances; les laboratoires n'en sont qu'à leurs premiers mots dans ce domaine et il est possible que, sous peu d'années, les procédés actuels paraissent aussi archaïques que les premiers types d'avions en face des modèles actuels. D'autre part, une autorité « internationale », ne sera telle que si elle ne risque pas de s'effondrer quand ces puissances se disputeront. On tourne là dans un cercle vicieux : parce qu'une telle autorité fait défaut, on cherche un procédé différent, et les experts reviennent en fin de compte à la création d'une telle autorité !

Une solution ouvrière

Nous pensons, comme nous l'avons écrit la semaine dernière *qu'un contrôle effectif réel, certain, est possible.* L'extraction des minerais d'uranium, leur traitement, la fabrication des produits désintégrables, l'agencement de dispositifs d'utilisation de l'énergie atomique, pour le bien-être de l'humanité ou pour sa destruction, tout cela est fait par des travailleurs. Aussi tout cela peut être contrôlé par eux. *Le contrôle ouvrier, notamment par moyen des syndicats, en veillant à ce que ceux-ci ne soient pas mis au service des Etats nationaux, permettrait d'éviter tout danger, quant à l'utilisation pernicieuse d'une source aussi puissante d'énergie.*

Cette idée est tout à fait pratique; nous pensons qu'elle rencontrerait un grand écho dans les organisations ouvrières et c'est pourquoi nous demandons à tous nos lecteurs de la soulever, de soumettre des résolutions à cet effet dans ces organisations,

Mais nous pensons aussi que quelque chose de plus est possible; nos camarades de Charleroi, liés à un prolétariat qui connaît le danger et le combat, ont apporté une nouvelle suggestion : les serviteurs du capitalisme préparent à Bikini leur expérience.

Contre cette menace qu'ils expérimentent, n'est-il pas possible de dresser la force du prolétariat mondial ?

Pour rappeler les deux guerres impérialistes passées, pour lutter contre une troisième hécatombe, une agitation doit être menée en vue de dresser en une *manifestation mondiale pouvant aller jusqu'à une grève internationale de 24 heures le jour même où serait faite l'expérience de Bikini.*

Pierre FRANK.

1914. — *Un mortier en pleine action.*

1945. — *Une énorme colonne incandescente s'élève au-dessus de Hiroshima qu'une seule bombe atomique vient de réduire en cendre.*

La 2e Internationale va-t-elle renaître ?

Le vendredi 17 mai, les délégués d'un certain nombre de partis socialistes vont se réunir en Angleterre. Les camarades socialistes de la base seront tentés de croire que cela donnera un léger teint internationaliste à leur parti. Qu'ils regardent d'un peu plus près les circonstances de cette réunion socialiste internationale et leurs illusions seront vite détrompées.

Tout d'abord cette réunion se déroulera à huis clos. Tous les partis socialistes ne seront d'ailleurs pas invités. La diplomatie secrète n'a jamais présagé rien de bon. Mise en usage dans les relations entre des partis qui se disent ouvriers, elle ne devient que plus nocive et détestable. Qu'a-t-elle à cacher cette réunion à huis clos ?

L'initiative de cette tentative de reconstruction de la IIe Internationale a été prise par les dirigeants du Labour Party anglais. La conférence sera présidée par un ministre travailliste. Quelles raisons peuvent donc avoir les dirigeants du Labour Party, qui comptent parmi les plus réformistes des dirigeants socialistes de ce monde, à prendre une telle initiative ? Qu'ont-ils à faire d'une internationale ouvrière puisqu'ils ne veulent pas de révolution ?

La IIe Internationale s'est déjà avérée depuis longtemps aux yeux des dirigeants réformistes de tous les pays comme une chose encombrante et inutile.

La politique internationale de ces tiellement à constituer un bloc de messieurs est celle du gouvernement anglais. Elle consiste essentous les pays de l'Europe occidentale sous l'égide de l'Angleterre. L'objet principal de ce bloc est de se dresser contre l'U.R.S.S. et de permettre en même temps à l'impérialisme britannique en déclin de résister à l'appétit dévorant des bons alliés américains.

La reconstruction de la IIe Internationale dans ces conditions n'aurait d'autre sens que d'aider l'impérialisme anglais à monter sa vaste machine de guerre contre l'U.R.S.S. Les militants socialistes accepteront-ils de participer à un tel jeu ?

Bilan de deux années de COLLABORATION de CLASSE

Bientôt deux ans se seront écoulés depuis août 1944. Dans le « feu » de la lutte, des organismes qui étaient des embryons de double pouvoir s'étaient constitués en face de l'armée régulière : les F.F.I., ex-F.T.P.; en face des préfets et administrateurs bourgeois, les comités de libération; en face des juges bourgeois, les comités d'épuration; en face de la police bourgeoise, les milices ouvrières patriotiques; en face des patrons, les comités d'entreprises.

Les travailleurs attendaient depuis longtemps la reprise « officielle » du combat de classes. « Après la libération », s'étaient-ils dit. Puis, « à la fin de la guerre... ». En attendant, ils utilisaient au maximum, et même un peu plus, le champ d'action qui leur était laissé par leurs directions. Mais à chaque étape, non seulement les leaders ouvriers ne reprenaient pas le combat de classes, mais encore se dépêchaient de voler au secours de la bourgeoisie faiblarde et mal assurée.

Les F.T.P. pouvaient soit devenir, avec les milces populaires, des milices ouvrières ou les embryons de la future armée rouge, soit disparaître et céder la place aux naphtalineux et à l'armée bourgeoise. C'est la deuxième solution qu'avaient préparée de longue date les bureaucraties ouvrières, et c'est celle qui prévalut. Les comites de libération pouvaient soit : consolider puis étendre leurs attributions et prendre en main l'administration du pays, soit céder la place aux préfets napoléoniens. La deuxième solution prévalut encore grâce à Thorez qui déclarait le 2 février 1945 : « Les comités de libération ne doivent pas se substituer aux administrations. » A Ivry, il proclame : « Un seul gouvernement, une seule armée, une seule poaice. » Les quelques usines où les comités d'entreprises étaient tout-puissants sont remises entre les mains de leurs propriétaires « légaux ». La bourgeoisie, gênée par l'existence de ces organismes et formations issus de la volonté de lutte du peuple et imposés par lui dans le combat n'avait pu les supprimer qu'en recourant à la bonne volonté des leaders ouvriers en qui les masses plaçaient leur confiance.

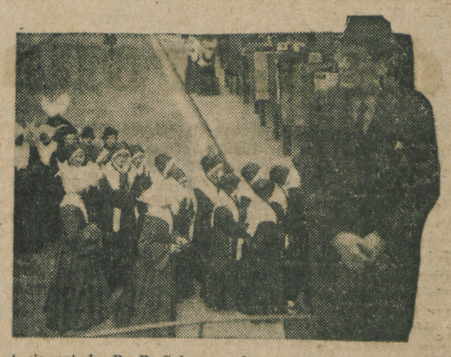
Avec la disparition des F.F.I., des milices populaires, des comités de libération, la bourgeoisie prenait un élan qui lui permettait de se remettre en selle. Pourtant la pression des travailleurs est telle qu'on ne peut supprimer tout cela d'un coup : les milices patriotiques par exemple sont remplacées par les gardes civiques républicaines sur lesquelles la police bourgeoise a un droit indirect de contrôle. Ces G.C.R. sont encore gênantes : elles peuvent permettre le regroupement armé des travailleurs. Thorez s'incline alors à son tour devant de Gaulle et conclut à la nécessité de dissoudre « tous les groupements armés irréguliers ». Les bourgeois marquent à nouveau des points bien que l'énergie des masses soit intacte. Un à un disparaissent les organismes qui disputaient son pouvoir à la classe capitaliste. Quant à la Consultative, elle n'est guère plus qu'un instrument entre les mains de de Gaulle.

Puis viennent les élections du 21 octobre 1945. Ouvriers, paysans, petits bourgeois, avides d'un changement réel, envoient à la Constituante une majorité de représentants socialistes et communistes.

Si le terrain de combat est parlementaire, le danger est grand pourtant pour la bourgeoisie, car près de onze millions de travailleurs sont prêts à appuyer à l'usine, aux champs, dans les quartiers, les mesures énergiques qu'ils attendent d'un gouvernement sans ministres capitalistes. La bourgeoisie est encore divisée, le M.R.P. représente sa sauvegarde pour l'instant, une sauvegarde fragile aux troupes peu sûres. Que font le parti socialiste et le parti communiste ? Ils partagent le gouvernement avec le M. R. P. L'expérience tripartite commence. Son bulletin de victoire ? Les nationalisations postiches. Pierre Hervé, lui-même, membre du parti communiste français, se pose la question de savoir si ces nationalisations, « loin de représenter une conquête des travailleurs, ne risquent pas de devenir l'instrument de leur asservissement accru ». Se rappelle-t-on que les comités d'entreprises d'août 1944 avaient réalisé des expropriations sans indemnité ni rachat ? Le pouvoir d'achat des masses baisse jour après jour. Chez les classes moyennes — la grande préoccupation des staliniens — on sent poindre la déception vis-à-vis des organisations ouvrières... qui ne les ont pas soustraites à l'aggravation de leurs conditions d'existence. La bourgeoisie voit qu'il lui est possible de déplacer sa politique vers « la droite ». Le journal *l'Epoque* reparaît. Le P.R.L. se forme et trouve sa clientèle; c'est sur une politique ouvertement réactionnaire que vont se regrouper peu à peu les forces bourgeoises. L'antisémitisme renaît lui aussi. En janvier 1946, de Gaulle sent qu'il est temps de retirer son épingle du jeu pour préparer l'avenir; le parti socialiste et le parti communiste sont suffisamment embourbés; il sait où ils vont, il les laissera se discréditer aux côtés du M.R.P. que la bourgeoisie sacrifiera le moment venu dans sa formule mais non dans ses hommes. Dernier chapitre : la Constitution. Le M.R.P., au nom de la bourgeoisie, mène le combat jusqu'au bout et fait capituler les partis ouvriers sur un grand nombre de points; puis, quand l'œuvre est achevée, difforme, monstrueuse, il se retire dans le camp des autres partis bourgeois.

Telle est la logique implacable du mécanisme de la capitulation qui, sans remonter à la politique d'avant guerre ni aux formules équivoques de la Résistance, va du discours d'Ivry à la victoire des « non » au referendum.

Albert DEMAZIERE.



A l'appel du R. P. Schuman, les « forces vives » de la nation se mobilisent « pour défendre la République ».

Quant à Longchambon, il en est réduit à avouer son impuissance.

Thorez, lui, juge bon de se déguiser en mineur pour appeler à « produire ».

Le Troquer, S.F.I.O., ministre de l'Intérieur, devient le chef des fidèles gardiens de l'ordre bourgeois.

Et les néo-fascistes peuvent impunément afficher leur espoir dans le retour des « hommes à poigne ».

A MARSEILLE

Plus de 4.000 Viet-Namiens acclament la Mission du Viet-Nam

Les 4 et 5 mai dernier, plus de 4.000 ressortissants viet-namiens ont organisé une réception grandiose en l'honneur de la mission parlementaire dans le camp « Viet-Nam » à Marseille.

Un service d'ordre impeccable a été assuré par les organisations de jeunesse et de protection composé de travailleurs eux-mêmes.

Des mots d'ordre : « Vive Hô-Chi-Minh », « Vive la République du Viet-Nam », « A bas la réaction colonialiste », « A bas le gouvernement autonomiste de Cochinchine et l'Union française de l'impérialisme » ont été écrits sur de grandes banderoles et ont été lancés par toute la colonie viet-namienne.

La réception s'est déroulée suivant un horaire prévu : allocution de bienvenue par le délégué du camp « Viet-Nam » ; rapport moral des 15.000 travailleurs et 10.800 tirailleurs actuellement en France par deux délégués travailleur et tirailleur.

Une motion a été votée à l'unanimité, comportant les principaux points suivants :

— Appui total au gouvernement Hô-Chi-Minh dans la lutte pour l'indépendance totale du Viet-Nam ;

— Lutte contre l'impérialisme français qui veut séparer le Nam-Bô (ex-Cochinchine) du Viet-Nam ;

— Dénonciation de la tentative de soumettre le gouvernement du Viet-Nam à un gouvernement fédéral en Indochine ;

— Cessation des hostilités dirigées par les colons français.

Les délégués des tirailleurs demandent en outre au gouvernement d'entrer en pourparlers avec le gouvernement français pour l'incorporation de 10.800 tirailleurs dans l'armée de la République du Viet-Nam et leur conversion en travailleurs libres ayant droit à un apprentissage professionnel.

◇ ◇

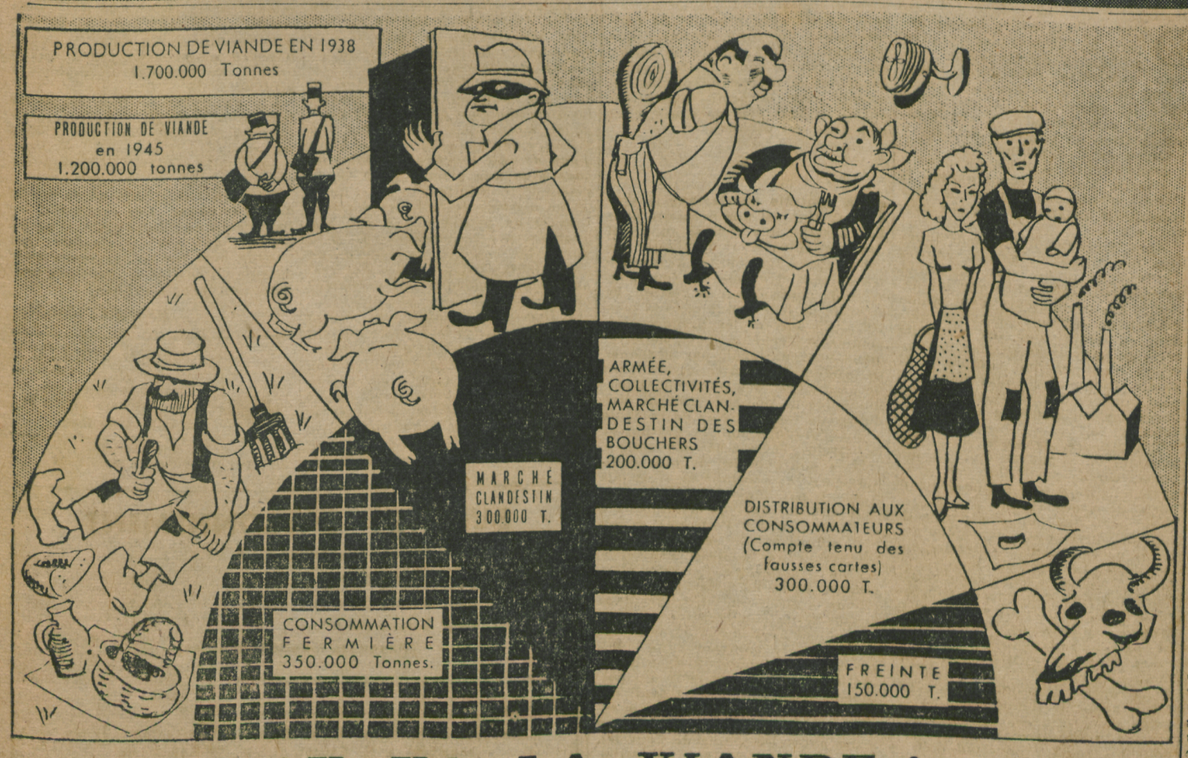
Les négociations franco - vietnamiennes

Pendant que la mission parlementaire vietnamienne cherche à créer à Paris un climat d'amitié favorable aux prochaines négociations, la Conférence de Dalat semble aboutir à une impasse.

Le projet présenté par la délégation française à cette conférence prévoit la formation du gouvernement, l'élection du Parlement, le vote de la Constitution, le recrutement de l'armée, l'établissement du budget, etc., mais place au sommet de l'édifice fédéral le haut commissaire de France qui est président de la Fédération indochinoise.

Face à ce projet de la délégation française, les délégués du Viet-Nam ont pris une position assez énergique. Ils s'opposent à toute création d'un gouvernement fédéral avec un haut commissaire désigné par la France et qui a l'initiative des lois, avec une assemblée dont le mode de représentation divise le Viet-Nam en trois tronçons et permet aux colons français, appuyés par les représentants du Laos et du roi du Cambodge de contrebalancer les décisions des députés viet-namiens.

LE DOCUMENT DE LA SEMAINE



OU VA LA VIANDE !

Les partis bourgeois essaient de faire de la famine une arme anti soviétique en disant : « Votez bien et les U.S.A. donneront à manger ». Les partis ouvriers, eux, ne savent que répéter que « Produire ! » Seul, le P.C.I. dit : « On peut, dès aujourd'hui, donner à manger à tous. Mais ou passe-t-il ? (Voir tableau). C'est pourquoi il faut « le contrôle des travailleurs sur le ravitaillement ».

La vérité sur l'armée républicaine

ESPRIT ES-TU LA ?

par Yvan CRAIPEAU

Notre enquête sur l'armée nous vaut pas mal de sympathies. Par contre, elle fait hurler les réactionnaires. C'est ainsi que nous avons reçu d'un correspondant, que nous remercions, la lettre suivante :

URGENT. L'article « division Leclerc » (2e D.B.) est tombé accidentellement entre les mains de l'un d'eux. Le cercle de la 2e D.B. est averti. L'auteur de la lettre « devra avancer des preuves » sinon « IL LUI EN COUTERA GROS ». Il faut l'avertir sans tarder et s'il a des preuves qu'il les fournisse par écrit. Les « troupes » de la D.B. sont profondément touchées et il faut se méfier. Mais qu'il ne réponde pas à toute convocation possible.

DES PREUVES ?

La colère de ces messieurs les gardes du corps du P.R.L. ne nous intimide bien entendu pas le moins du monde. Elle fait plaisir à voir. Sur quoi voudraient-ils des preuves ? Que les cadres de l'armée de Giraud comme de la marine de Darlan aient prêté serment au maréchal, c'est de notoriété publique. Faut-il mettre des points sur les *i* de l'ex-12e nazi et de l'actuel général de Langlade ? Faut-il insister sur l'antisémitisme de nombreux officiers gaullistes de la 2e D.B. ? (un camarade de la 1re F.F.L. nous précise que dans son unité, les engagés juifs n'osèrent pas quitter leur pseudonyme, même après le débarquement en France!) Faut-il d'autres exemples d'officiers vichystes de la 2e D.B. comme le lieutenant Ferrand, d'abord adjudant-chef à la commission d'armistice et S.O.L., devenu officier d'approvisionnement et qui faisait arracher une affiche gaulliste de propagande antipétainiste placardée à la cantine par le responsable de la cantine, Bellay ?

LE BOUT DE L'OREILLE

Mais s'il fallait une preuve de plus, l'attitude même de ces messiers suffirait à l'apporter. Notre dernier article montrait l'inévitable évolution de cette armée. A l'origine, elle est, pour une bonne part, de composition populaire et de sentiment démocratique. Au point qu'en 1944 certains éléments de chars, à ce qu'on nous assure, n'attendaient que le signal d'un soulèvement prolétarien pour se joindre à lui. Puis, de plus en plus, elle se transforme en corps de mercenaires, dominé par la mystique nazie du « chef ». (*Nous, les gars de Leclerc, notre patron*, écrit-on par exemple dans le n° du 25 avril 1946 de *Caravane*, organe de la 2e D.B.) jaloux de leur unité de corps et formés à l'école des procédés fascistes.

Or comment réagissent ceux qui projettent un attentat contre notre correspondant, sinon d'une manière typiquement fasciste ? Et ils réagissent ainsi parce qu'un des leurs a porté atteinte à la légende, à la *mystique* de la division. *Il a trahi l'esprit de corps.* Le crime des crimes, comme pour les « corps francs » des nationalistes allemands après l'autre guerre...

VERS L'ARMEE DE METIER

Qu'on ne voie pas là l'effet du hasard. Cet esprit est soigneusement entretenu par l'état-major. Il correspond très exactement aux thèses des théoriciens militaires. Voyons par exemple les vues « géniales » par lesquelles De Gaulle a acquis la réputation d'avoir renouvelé la doctrine et prophétisé la guerre moderne. Ces théories « nouvelles » sont résumées dans le livre *Vers l'Armée de métier*, dont le titre est tout un programme. Elles consistent essentiellement à revenir à l'armée de métier du 2e empire, l'armée « nationale » étant réduite au rôle d'appoint et d'auxiliaire.

Le premier argument est d'ordre technique : la nécessité de spécialistes sachant se servir des machines modernes. Argument sans valeur, s'il s'agit d'ouvriers : faut-il vraiment plus de quelques mois à un mécanicien pour connaître le maniement d'un tank, ou même à un radio pour savoir utiliser le radar ? L'exemple de l'armée américaine est assez concluant.

De Gaulle avance alors l'argument décisif : pour les guerres actuelles, il faut des troupes « bien en main », imprégnées « d'esprit militaire ». Un tel « esprit militaire » suppose avant tout la *résignation*, c'est-à-dire la soumission aveugle aux ordres supérieurs. Notons en passant que c'est là la justification de l'obéissance des officiers à Pétain et Darlan. Cet esprit militaire, on ne peut l'obtenir suffisamment de « l'armée nationale ». Il faut pour le distiller les laboratoires de l'armée de métier :

L'armée de métier offre évidemment le terrain le plus propre à l'esprit militaire... Le culte des armes (textuel !) *postule l'esprit de corps... L'armée de carrière sera construite en corps de troupe... Constants dans leur composition, dans leurs rites et dans leurs symboles, renouvelés insensiblement par l'arrivée ou le départ d'éléments chaque fois peu nombreux, toujours réunis en garnison comme en campagne, ils mèneront cette vie intérieure et prendront cette figure marquée d'où procède toujours la sympathie collective.* (Vers l'Armée de métier.)

Au prochain numéro :
DE GAULLE LEVE LE MASQUE

Les travailleurs font les frais du Plan d'Exportation du patronat français

C'est pour essayer d'équilibrer la balance commerciale en 1948 (!) que le gouvernement vient de mettre au point un plan d'exportation. Le plus grand mystère entoure ce plan qui ne « saurait être révélé au grand public ».

Pourquoi en est-il ainsi ?

Exporter ou mourir, déclare la bourgeoisie française.

La France est sortie considérablement affaiblie de la guerre. Non seulement son appareil de production, déjà très vieux, si on le compare à celui des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. ou de l'Angleterre, a été sérieusement touché par les destructions de toutes sortes, mais encore elle a perdu la plupart de ses débouchés.

Le graphique que nous publions montre, tout d'abord, que les produits alimentaires occupent une place de plus en plus importante dans les exportations. Etrange moyen pour combattre la famine que d'exporter des denrées.

Ainsi se révèle toute l'incohérence de l'exportation soumise, elle aussi, à la loi du profit.

L'exportation, soi-disant une arme contre la vie chère.

Pour essayer de convaincre les ouvriers de la justesse de leur cause, les capitalistes ne manquent pas d'arguments : « Nos produits ne doivent pas être plus chers que ceux du reste du monde, si nous voulons les vendre », déclarent-ils. Il est évidemment impossible, dans les cadres de l'économie capitaliste, d'obtenir en France des prix de revient aussi bas qu'aux Etats-Unis, par exemple, avec un appareil de production aussi archaïque que le nôtre. Les capitalistes ne peuvent arriver à réduire le prix de revient qu'en exploitant au maximum les ouvriers, en les faisant produire de plus en plus sans augmenter leurs salaires !

Et comme, de toute façon, les prix français seront encore trop élevés pour qu'ils puissent concurrencer avantageusement les produits étrangers, la bourgeoisie recourra en dernière instance à une nouvelle dévaluation.

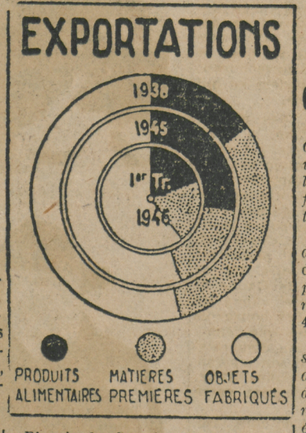
Il n'y a qu'un seul moyen pour diminuer les prix de revient sans affamer les travailleurs, c'est que les ouvriers ouvrent les livres de comptes des patrons et suppriment leurs marges bénéficiaires.

Un plan ouvrier

Le plan d'exportation du gouvernement auquel les ministres socialistes et communistes ont donné leur accord ne sert que les intérêts du patronat français. Il consacre l'anarchie du régime capitaliste.

Il ne s'agit nullement de fermer les frontières et de cesser tout commerce avec l'étranger. Mais, si l'on veut que les exportations et les importations profitent réellement aux travailleurs, ils faut que ces derniers exercent un contrôle réel et sévère sur elles.

Le *plan d'exportation et d'importation* doit s'inscrire dans le plan général de réorganisation de l'Economie française, plan réclamé par notre parti depuis la « libération », plan qui ne peut être élaboré que par la C.G.T. et dont l'application sera faite sous le contrôle des travailleurs.



D'après la Semaine Economique *du 10 mai 1946.*

A travers la PRESSE OUVRIERE

Les dirigeants syndicaux fournissent des preuves contre le salaire au rendement

Aujourd'hui, la presse syndicale démontre, sans le colorer, à l'aide d'exemples concrets, combien nous avons raison de nous élever contre la politique du rendement. Mais, malheureusement, elle ne tire pas les conclusions nécessaires. Bien au contraire.

Ainsi Hureau, dans le *Métallo* d'avril 1946, écrit :

« Les principes d'un patronat, dont le désir le plus cher est de retourner vers un passé qu'il regrette, s'affirment encore de nos jours à travers les systèmes de paiement du travail aux pièces, à la prime et au rendement. Dans de nombreuses usines de T.S.F., les prix des pièces sont calculés sur les taux de 1936. Dans d'autres usines, les plafonds de salaires aux pièces sont maintenus et, en règle générale, les systèmes sont si compliqués que le travailleur ne sait que rarement combien il gagne en fin de quinzaine. »

Hureau continue et note :

« Certaines directions proposent des augmentations déconcertantes comme chez Bernard-Moteurs.

» Voici ces propositions :

» Sortie des appareils 2.500 : prime horaire 2 francs ; sortie des appareils 3.000 : prime horaire 2 fr. 75. Soit, pour une augmentation de production de 20 %, une augmentation de la prime horaire de 0 fr. 75 ! Ainsi, l'ouvrier qui, dans sa journée, aurait gagné 20 % sur huit heures, toucherait 6 fr. de prime pour 1 h. 36 de travail. »

Dans ce même numéro du *Métallo*, le secrétaire de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie, Noël, écrit en parlant de Citroën :

« Prenons un ouvrier spécialisé deuxième catégorie (o. s. r.). L'heure compte 60 minutes, elle est payée au taux d'affûtage moyen de 21 fr. 10, en plus, chaque minute est bonifiée de 0 fr. 16. Ce qui fait :

$$\frac{21{,}10}{60} = 0{,}35 + 0{,}16 \text{ de boni}$$

égal, 51 centimes la minute, jusqu'à concurrence de 60 minutes, mais, si notre ouvrier produit plus que la norme, s'il fait 70, 75 ou 80 minutes dans l'heure, les 10, 15, 25 minutes gagnées ne lui sont payées que 0 fr. 16, donc sur chaque minute gagnée il perd 0 fr. 35. Pour une heure gagnée, il perd donc 21 fr. 50 au profit de M. Boulanger, sur un salaire horaire moyen de 31 fr. 10 »

Le secrétaire de la section locale du XVe arrondissement, Loirat, après avoir déclaré que chez Citroën l'« ouvrier, ayant travaillé 200 heures par mois, se voit soustraire 1.650 fr. pour le seul bénéfice des actionnaires de l'usine », s'en prend aux trotskystes : « Certains éléments dits de la IVe Internationale essaient de faire croire aux ouvriers qu'il est préférable de demander une augmentation de salaire sur le taux d'affûtage. Ce système qui trouve écho, et ce n'est pas par hasard, auprès des patrons favorise celui-ci. Reprenons l'exemple de l'O.S. qui a réglé à 85 minutes cité plus haut et admettons que la direction augmente le taux d'affûtage de 3 fr. de l'heure :

Affûtage : 21,50 + 3 = 24,50
Boni : 9,50 + 4 = 13,60
Total 38,10

Donc l'ouvrier perdrait encore 43 francs 35 moins 38 fr. 10 = 5 fr 25 l'heure. »

Cela a l'air bien convaincant, mais n'a rien à voir avec les revendications formulées par notre parti :

1° Constatons que chez Citroën le taux d'affûtage de l'ouvrier spécialisé 2e catégorie est encore à 21 fr. 50, alors que la C.G.T. revendiquait en février 1945 un salaire horaire pour le *manœuvre* dernière catégorie de 23 francs de l'heure ;

2° De février 1945 à mars 1946, le coût de la vie s'est élevé de 85 %. Le salaire horaire du manœuvre devrait donc être de

$$23 \text{ fr.} + \frac{23 \times 85}{100} = 42 \text{ fr. } 55$$

Et avec ce taux horaire, le manœuvre n'aurait pas un pouvoir d'achat plus élevé que celui revendiqué en février 1945.

Et avec ce taux horaire, Citroën-Michelin aurait ses profits diminués alors qu'avec la politique du rendement, ils augmentent sans cesse.

LAMBERT.

DÉBLOCAGE DES SALAIRES

Revalorisation du minimum vital

En février 1945, la Confédération Générale du Travail revendiquait un salaire minimum vital de 23 fr. l'heure pour le manœuvre, ou 4.000 francs mensuels pour 40 heures de travail par semaine.

L'organe du Syndicat parisien des instituteurs (C.G.T.), L'Ecole du Grand Paris, *a calculé les dépenses nécessaires sur la base des rations officielles d'une famille de 4 personnes.*

En février 1945, cette somme s'élevait à 14.446 fr. par an. Nous avons calculé les prix correspondant pour mars 1946. *Et il apparaît que le coût de la vie s'est élevé en 1 an de 85 %.*

En rapport avec la hausse des prix, pour que le manœuvre, dernier échelon, ou le mensuel au plus petit traitement garde le même pouvoir d'achat en avril 1946 qu'en février 1945, il faut que :

le salaire horaire minimum du manœuvre soit de :

$$23 \text{ fr.} + \frac{23 \text{ fr.} \times 85}{100} = 42 \text{ fr. } 55$$

et pour le mensuel :

$$4.000 \text{ fr.} + \frac{4.000 \text{ fr.} \times 85}{100} = 7.400 \text{ fr. par mois.}$$

Michèle MESTRE.

L'ABSTENTÉISME augmente dans les Mines

Les mineurs produisent, mais ils ont toujours aussi faim.

Depuis plusieurs semaines, on enregistre une baisse importante des quantités de charbon produites dans les mines françaises. Au cours de la semaine du 31 mars au 6 avril, la production hebdomadaire est tombée de 12.284 tonnes. La production actuelle ne dépasse plus celle de 1938 que de 4,4 0/0, alors qu'elle avait atteint plus de 6,8 0/0. Chaque semaine la baisse s'accentue.

Le rendement journalier, par ouvrier au fond, continue de diminuer. Le stock de houille sur le carreau a baissé considérablement, tombant d'une semaine à l'autre de 192.092 tonnes à 177.798 tonnes.

Et cependant l'effectif au fond est en augmentation. Chaque semaine, le nombre de prisonniers de guerre augmente. Du 30 mars au 6 avril, 800 nouveaux travailleurs allemands ont été envoyés dans les mines du Nord.

Quelles sont les causes de cette situation ? Simplement que l'immense effort fourni par les mineurs sous-alimentés et qui travaillent dans des conditions pénibles, avec un matériel archaïque, ne peut pas durer toujours. La résistance physique à des limites. Limites vite atteintes si l'effort n'amène pas une amélioration des conditions de vie. Pour faire entrer dans les bras des mineurs la politique du « produire d'abord » le gouvernement avait été obligé de jeter quelques miettes, mais elles ne suffisent plus. L'absentéisme grandit non seulement parce que chaque mineur a besoin de chercher dans la campagne environnante son ravitaillement, mais encore parce que le repos réglementaire est très insuffisant.

Voilà la réalité contre laquelle les mineurs se dresseront en reprenant la lutte « d'abord pour les revendications ».

LA VERITE
Hebdomadaire du P. C. I.
19, rue Daguerre, Paris-14e
Rédacteur en chef-gérant
Maurice JUILLIA
Administrateur
Guy TEXIER
Adresser provisoirement toute la correspondance
19, rue Daguerre, Paris-14e

Une affiche unique dans les annales de la collaboration des classes

LIBEREZ M. BORDERIE gros négociant collaborateur demandent, à Libourne le P.C.F., la C.G.T. et le F.N. !

Les responsables P.C.F., C.G.T. et F.N. de l'entreprise Borderie (Libourne) réclament par affiches la libération de leur patron, M. Borderie, gros négociant, collaborateur notoire, interné administrativement en août 1944. Borderie détenait, sous l'occupation allemande, le monopole des apéritifs en France. Ami personnel du ministre vichyssois de l'Agriculture, Max Bonnafous, il réalisa, en qualité de fournisseur attitré des troupes d'occupation, un bénéfice évalué à 2 milliards de francs. Son entreprise est actuellement en vente... pour 32 millions.

Les responsables P.C.F., C.G.T. et F.N. de l'entreprise réclament la libération immédiate de Borderie et son retour à la tête de l'entreprise « pour qu'il prenne part à la reprise économique du pays ». Cette affiche, unique dans les annales de la collaboration des classes, est signée de tous les représentants des organisations ouvrières de l'entreprise avec indication de l'organisation à laquelle ils appartiennent.

Ce scandale sans précédent — conséquence logique de la politique de collaboration de classes — déchaîne la réprobation de la population libournaise, en majorité petite-bourgeoise. Les radicaux et autres partis « gauchisants » d'opposition utilisent cette trahison des organisations ouvrières pour orchestrer leur campagne anticonstitutionnelle.

Les staliniens discrédités et comprenant alors qu'ils étaient allés un peu trop loin, firent machine arrière. Ils tentèrent d'expliquer cette intervention tapageuse en faveur d'un patron fasciste et milliardaire par un moment d'égarement de leur bonne foi, et autres sornettes.

Mais le mal est fait. Et les radicaux l'utilisent on ne peut mieux...

Camarade, sois le correspondant de la « Vérité ». Communique-nous les luttes de tes frères de classe dans ta localité. Tiens-nous au courant des manœuvres des fascistes, vichyssois, réactionnaires cléricaux.

La « Vérité » est ton journal.

Sois l'informateur de la « Vérité ».

Les militants et lecteurs de la « Vérité » pouvant mettre à la disposition du parti des journaux clandestins de 40 à 44 (« Humanité », etc.) sont priés de les expédier : Rédaction de la « Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (14e).

A Clermont-Ferrand

LA GRÈVE CHEZ LES "CANARDIERS"

Les ouvriers du Livre de Clermont-Ferrand (canardiers seulement) viennent de se mettre en grève. Notre camarade Robert Landau nous communique les résultats de son interview auprès de Duvert, secrétaire du Livre de la région.

— *J'ai demandé à voir le comité de grève.*

Il n'a pas été constitué, me répond Duvert, les responsables syndicaux sont chargés de mener à bien l'offensive revendicative. C'est en assemblée générale qu'a été décidée la grève, à l'unanimité des présents (300 sauf une voix) à dater du 9 mai.

Les motifs :

1° Les ouvriers demandent à être mis au taux de Paris suivant accord du 19 avril, compte tenu des 10 % d'abattement, c'est-à-dire 460 à Paris, 414 ici par service;

2° Ils demandent que soit remis en vigueur le système entier du service, c'est-à-dire, 1 service comprend la sortie d'un journal à 2 éditions, les autres éditions devant être payées suivant le barème des heures supplémentaires (33 % d'augmentation), suivant les conditions qui régissent ce travail depuis 1904.

Les patrons opposent le fait que les journaux sortent sur une feuille. Nous avons répondu, poursuit Duvert :

1° Le prix des journaux permet de régler les ouvriers suivant les conventions qui ont toujours régi les salaires dans le Livre;

2° Les journaux vont sortir sur deux feuilles à 3 fr., ce qui laisse toujours une forte marge bénéficiaire et augmente le travail;

3° Nous avons des équipes par journal, ici, qui sont moins fortes qu'à Paris : 22 compositeurs, 4 clicheurs, 5 rotativistes, et à Paris : 26 compositeurs, 4 clicheurs, 5 rotativistes;

4° Le travail nous est payé en commandite, c'est-à-dire que nous recevons une certaine somme à répartir entre les ouvriers de l'équipe. Continuer à sortir un nombre plus élevé d'éditions par service, c'est être obligé d'augmenter nos heures de travail et réduire davantage les équipes pour continuer à toucher un salaire qui nous permette de faire face à l'augmentation du coût de la vie.

De plus, les conventions qui régissent le travail des canardiers depuis 1904 et qui n'ont jamais été revisées continuent à nous convenir. Elles ont fait leurs preuves. Nous n'avons pas l'intention de satisfaire les exigences des patrons en diminuant nos moyens d'existence et en revisant ces conventions.

Nous pensons obtenir satisfaction rapidement puisque nous nous basons sur des accords signés à Paris le 19 avril, puisque la grève des imprimeurs de Saint-Etienne vient de se terminer favorablement (nous avons le télégramme nous l'annonçant) et nous allons, cet après-midi en délégation à la Préfecture qui a eu des informations fausses et tout à fait contradictoires (sabotage) des raisons de notre grève.

— Cette grève n'est pas liée aux imprimeurs de la conscience (à l'heure) qui ont leurs revendications par ailleurs.

— *A propos de Saint-Etienne, nous n'avons pas été informés de la grève !*

Duvert nous répond : « Nous comprenons que les pouvoirs publics fassent tout pour étouffer notre action, ils savent que les ouvriers de toutes les corporations, mécontents de leur sort, ont les yeux tournés vers nous et nos victoires sont les leurs car elles renforcent leur combativité et leur orientation vers une amélioration sensible de leurs salaires qui leur permettront, à eux aussi, de faire face au cours actuel de la vie. »

Nos mots d'ordre

Les Conventions collectives (2)

LE 1er juin 1940, le gouvernement Reynaud-Pétain décrétait que les salaires seraient fixés pendant toute la durée des hostilités, par arrêté ministériel. Ce qui entrainait automatiquement l'abrogation des conventions collectives.

Dès son arrivée au ministère du Travail, Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération des métaux, déclara qu'il allait remettre en vigueur les conventions collectives. Déjà auparavant, les Fédérations et les sections syndicales avaient compris toute l'importance de la question. Et dans ces derniers mois pas une grande réunion ne s'est terminée sans que le retour immédiat à la législation des salaires par conventions collectives ne soit exigé.

Le conseil des ministres dans une récente réunion a pris un décret fixant au 1er juin 1946, la « cessation des hostilités ». En conséquence, l'article 1er de la loi ordonne la suppression de toute la législation valable pendant la période des hostilités.

La classe ouvrière était donc en droit de penser que la période de fixation des salaires par arrêté était close. C'était espérer beaucoup trop d'un gouvernement dans lequel les ministres communistes capitulent constamment devant les ministres des trusts, puisque, dans des textes annexes, la législation de guerre des salaires est prorogée purement et simplement.

Aussi les Congrès des fédérations, le Congrès confédéral ont pu exiger le retour immédiat aux conventions collectives; des secrétaires de Fédérations ont pu promettre aux syndiqués de faire droit à cette revendication, mais ces mêmes secrétaires en tant que ministres foulent aux pieds leur propre déclaration.

La Fédération des métaux non seulement ne propose rien dans le domaine des salaires, mais accepte la position patronale de délimitation des salaires par zone. Il est de l'intérêt des travailleurs de demander l'abrogation de la législation des zones et d'exiger un salaire national par catégorie.

Un certain nombre d'articles de la convention doivent être sérieusement amendés.

Ainsi l'article 15 prévoit que seuls sont éligibles comme délégués les sujets français. Il est inadmissible que l'organisation syndicale accepte la position reactionnaire de division entre « Français et étrangers ». Tous les ouvriers quelle que soit leur nationalité, sont des exploités, ils ont les mêmes intérêts contre les patrons. Ils doivent être ELECTEURS ET ELIGIBLES.

L'ARTICLE 40 prévoit « que pour des raisons techniques la direction pourra déplacer momentanément les travailleurs de toutes catégories en les occupant à des travaux différents de ceux qu'ils occupent normalement ».

Accepter un tel article, c'est permettre au patronat toutes les manœuvres contre les travailleurs. Toute mutation ne doit être réalisée que dans la seule mesure où l'ouvrier intéressé l'accepte.

L'ARTICLE 52 prévoit la mise à pied et les licenciements collectifs. C'est-à-dire que la convention accepte d'envisager les licenciements. Les ouvriers ne peuvent être d'accord. Le droit au travail est le droit le plus élémentaire des salariés. Et si les patrons sont incapables d'assurer du travail pour tous, qu'ils en fassent eux-mêmes les frais. L'article 52 doit être amendé dans ce sens :

« Dans le cas d'insuffisance de commandes, l'horaire de travail sera diminué. Les ouvriers continueront à toucher le salaire hebdomadaire habituel, sans aucune diminution. Si la direction est incapable d'assurer du travail, le Comité d'entreprise prendra lui-même en main la gestion de l'entreprise.

En aucun cas, il n'y aura rupture de contrat du fait de l'employeur ».

L'ARTICLE 53 prévoit des indemnités inégales de congédiement suivant les catégories d'ouvriers, de techniciens inférieurs ou de techniciens supérieurs. De même, d'autres articles prévoient des inégalités quant aux congés. Encore une fois, il est inadmissible qu'une convention présentée par une organisation syndicale accepte de telles inégalités. Il ne s'agit pas de supprimer les avantages acquis aux techniciens, bien au contraire, mais d'étendre ces avantages à toutes les catégories de travailleurs.

Si dans le projet de convention de la Fédération de la métallurgie, il y a quelques améliorations par rapport à celle de 1936, dans bien d'autres cas, elle est inférieure, particulièrement dans le domaine des salaires. Et ce n'est pas par hasard. La convention collective de 1936 fut la conclusion d'une lutte de la classe ouvrière qui imposa dans l'action des avantages sociaux au patronat. Le projet de convention de 1946 essaie de codifier un état de choses existant dans lequel la classe ouvrière n'a jamais été aussi exploitée qu'elle l'est aujourd'hui. Particulièrement son pouvoir d'achat n'a jamais été aussi bas. Il est clair que c'est seulement par les méthodes de lutte de classes que les salariés pourront améliorer, et leurs conditions de vie, et leurs conditions de travail, et imposer au patronat des conventions collectives conformes à leurs besoins.

Pierre BOUSSEL.

Voir *La Vérité*, n° 122.

Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois
Pour tout changement d'adresse, joindre la bande avec 10 fr. en timbres-poste.

JEAN MALLÉGOL nous déclare :

L'ENQUÊTE SUR LE SALAIRE AU RENDEMENT

"LA PRIME est une forme du salaire au rendement."

J'ai retrouvé dimanche dernier Jean Mallégol, un vieux copain qui avait milité avec moi dans les groupes clandestins du Front ouvrier de Brest.

— « Où travailles-tu en ce moment ? »

— « A l'entreprise « Alquie » qui est adjudicataire de travaux pour la S. N. C. F. à Masséna, près d'Ivry. »

— « Que se passe-t-il sur le plan syndical ? »

— « Arbeit, arbeit, comme disaient les frisés. Tous les derniers dimanches de chaque mois, on va à la Bourse du Travail écouter un petit speech sur « la production » et le boulot des camarades ministres ; les dix premiers rangs sont attentifs, et dans le fond de la salle, ça discute ferme. »

— « Et sur ton chantier ? »

— « A présent, je suis délégué. Ça s'est d'ailleurs produit d'une drôle de façon. Une place de délégué suppléant était vacante. A main levée, je suis élu à une écrasante majorité.

» Ça n'a pas plu à certains qui trouvent que je suis un peu trop revendicatif. On a laissé entendre qu'il fallait un peu plus tard faire un autre vote au scrutin secret. Je suis encore élu. Décidément, ça ne gazait pas. Il est décidé de procéder à une réélection générale des deux délégués titulaires et des deux suppléants. Et je suis élu délégué titulaire. »

— « Je suppose que ça n'a pas plu à tout le monde en effet. Quel est votre travail ? »

— « En ce moment nous procédons à la réfection en béton armé d'une voie de garage. La pose des rails est faite naturellement par une équipe de la S.N.C.F. Par contre, nous faisons de la coupe de rail... avec une scie à métaux très souvent. »

— « Est-il question de salaire au rendement ? »

— « Sur notre petit chantier, on peut difficilement en parler. Mais il y a des primes qui varient de 100 à 200 francs par semaine. Ces primes sont attribuées sur désignation du chef d'équipe. Finalement c'est une forme du salaire au rendement. Cela fait 2 à 3 francs de l'heure d'augmentation.

» Pour l'instant, nous touchons le tarif syndical des terrassiers : 30 fr. 25 de l'heure — grosso modo 6.000 fr. par mois —. Vu le boulot que nous faisons, nous avons réclamé le tarif d'ouvrier poseur qui est de 33 fr. 55. Le conducteur de travaux a répondu qu'il forcerait sur la prime. Mais ça ne gaze pas. Prime ou pas prime, les travailleurs veulent leur dû. »

— « Combien d'heures faites-vous par semaine ?

— « 48 heures. Aucun propagandiste n'est encore venu prêcher les 54 heures. Mais à Juvisy et à Orly, ils les font. Ce qui n'empêche pas qu'à Orly on débauche.

» Tu vois d'ici si ça a bonne mine, l'histoire de la reconstruction.

— « Dis-moi, tu te souviens que pendant l'occupation, le coup des fantômes était classique. Quand il y a du travail en régie, des ouvriers fictifs sont pointés et les payes tombent dans des mains cupides. Est-ce que ces combines ont disparu ?

— « Comment veux-tu que ça disparaisse complètement sans contrôle ouvrier. Récemment encore un scandale a éclaté sur ce sujet à l'entreprise « Le Soliditif français » à Orly. Non, mon vieux, les fantômes demeurent à la mode dans nombre de maisons.

Mais quand on revendique une augmentation de salaire, on nous retorque « reconstruire la patrie et patati et patata ». On pourrait également demander si les fantômes sont absolument nécessaires pour la production.

» Je ne te parle pas de la caisse antiouvrière constituée avec notre argent par le patronat du Bâtiment. Quand on sait tout ça, on est malade à écouter le baratin des bonzes sur la nécessité du sacrifice par les éternels sacrifiés. »

C'est sur ces mots que j'ai serré la main de Jean qui m'a quitté en ajoutant : « J'ai vaguement dans l'idée que le jour où chaque prolo se rendra compte à quel point il est possédé, il y aura de l'orage. Et il ne faut pas se fier au calme pour dire que l'orage est encore loin. »

A. G.

Lettres d'Usines

La « RECONVERSION » CHEZ GNOME-ET-RHONE

« Camarade,

» Je travaille chez Gnome et Rhône-Gennevilliers depuis plusieurs années et je dois vous dire que tout ne tourne pas rond dans l'usine. Bien que la guerre soit finie depuis longtemps, il y a encore quatre ou cinq mois on fabriquait toujours des obus qui ne devaient plus servir à rien. La meilleure preuve, c'est que maintenant ils s'entassent dans les coins de l'usine. Quand la fabrication des obus a cessé, on a licencié les ouvriers qui travaillaient à cette fabrication, puis on a réduit les heures de travail. A croire qu'on n'aurait pas pu fabriquer autre chose. Puis on s'est mis à faire des moteurs d'avions. Mais la réduction des crédits militaires a réduit la fabrication et la comédie a recommencé. D'ailleurs, depuis, ces moteurs sont périmés. Depuis, l'atelier des forges où je travaille est presque abandonné. Alors que les presses et les marteaux-pilons pourraient servir à fabriquer des pièces pour l'agriculture et les moyens de transport, ils ne fonctionnent plus. On peut dire que la « reconversion » se fait bien chez Gnome et Rhône. Mais il y a pire, car c'est nous qui subissons directement les conséquences de cette gabegie. Comme il n'y a plus de travail à la fonderie, on nous emploie à la reconstruction de l'usine. Je suis forgeron de métier, mais maintenant je suis devenu manœuvre : toute la journée je récupère et j'entasse des vieilles briques et de la ferraille. Inutile de dire que mon salaire s'en ressent. La direction en a profité pour nous payer moins cher. On gagne 7 à 8 francs de l'heure en moins. Alors qu'on devrait toucher le salaire de base plus une prime de 25 %, la prime a été réduite à 15 %, et aussi on en a assez de faire les manœuvres et de perdre peu à peu nos qualités professionnelles. Il y a parmi les copains, un très grand mécontentement à l'égard des responsables syndicaux qui acceptent cette situation sans rien dire.

» Deux mots maintenant sur la construction des bâtiments qui ont été détruits par les bombardements. On peut dire que la reconstruction réelle n'est pas encore entreprise. Le peu qui a été reconstruit l'a été suivant les méthodes anciennes et pas suivant une organisation rationnelle. On reconstruit tout comme avant, sans s'occuper de mettre à la disposition des ouvriers un peu plus d'hygiène et de confort.

» Salutations communistes.

» Un forgeron de chez Gnome et Rhône-Gennevilliers. »

DES CONGES MEDICAUX AU COMPTE-GOUTTE A LA RADIO

La politique du rendement a ses nécessités, aussi la lutte contre l'absentéisme est un de ses objectifs essentiels. La direction de la Radiodiffusion française a réorganisé son service médical en ce sens, car l'expérience a démontré que quand le docteur qui constatait la maladie et justifiait le congé médical appartenait aux cadres de l'aministration, on limitait sérieusement le nombre et la durée des congés en faisant pression sur les malades afin de les obliger à se soigner en ne prenant pas le congé auquel ils peuvent normalement prétendre.

Un exemple. — *Une employée réellement malade, le médecin traitant lui fait une obligation d'arrêter son travail un mois ou deux.*

Le comité médical accorde généreusement quinze jours de congé.

Résultat : impossibilité de partir à la campagne. Les ressources — traitement auxiliaire 4.800 — ne lui permettent pas d'effectuer un voyage tous les quinze jours pour obtenir du comité médical une prolongation problématique.

Madeleine KANN.

Les Comités d'Entreprises et le contrôle ouvrier

DANS un rapport présenté devant le Congrès des groupes socialistes d'entreprises, l'ancien secrétaire confédéral, Raymond Bouyer, a déclaré que la nouvelle loi adoptée le 24 avril 1946 donnait satisfaction à la vieille revendication du contrôle ouvrier.

Qu'en est-il exactement ?

Dans l'article 2, il est dit :

« Dans l'ordre économique, le Comité d'entreprise exerce à titre **consultatif** les attributions ci-après, etc., etc. »

Ainsi, n'est reconnu aux délégués élus des travailleurs aux comités d'entreprise qu'un rôle purement **consultatif**. C'est-à-dire que les délégués des producteurs n'ont aucun pouvoir de décision ; le patron gardant en main tous les attributs réels du pouvoir de gestion, les ouvriers n'en ont que l'ombre. « Il étudie toutes les suggestions... il peut émettre des vœux concernant l'organisation générale de l'entreprise. »

Travailleurs, délégués élus, vous avez lu, vous pouvez émettre des vœux. Quelle révolution est ainsi accomplie dans le domaine des rapports de production ?

c'est ainsi que l'on ose parler de contrôle ouvrier sur la production. Il est nécessaire de s'entendre sur les mots. Le contrôle ouvrier, ce sont les délégués élus des travailleurs dotés de pouvoirs de contrôle sur « l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise ». Le patronat, dans ces vingt derniers mois, a suffisamment démontré sa carence dans le domaine de la reprise. Pourquoi le patronat est-il incapable d'impulser une reprise au profit des masses laborieuses ? Simplement parce que, pour lui, toute production doit se transformer en profit. Et la loi du profit aboutit à ce qu'il n'est pas de l'intérêt des capitalistes de produire casseroles, serviettes ou costumes, du fait qu'avec leur faible pouvoir d'achat, les masses ne peuvent acheter ces produits de consommation courante. Déclarer que les comités d'entreprises ne seront que purement consultatifs signifie perpétuer le régime de production orienté vers le profit capitaliste, puisqu'en tout état de cause, c'est le patron qui décidera.

★

LE contrôle ouvrier sur la production est une nécessité pour assurer une reprise au profit des travailleurs. Il implique que les délégués des comités d'entreprises doivent être dotés de tous pouvoirs de contrôle sur la gestion. Et si la loi ne leur donne pas ces pouvoirs, ils doivent les prendre eux-mêmes. A l'échelon local, départemental, et national, par branches de production et entre les branches de production, des conférences permanentes de délégués doivent être dotées de tout pouvoir de contrôle « sur l'organisation, la gestion et la marche générale de l'économie ».

Mais pourquoi les députés communistes et socialistes français n'ont-ils pas imposé cette législation, eux qui avaient la majorité à la Constituante ? Pour une raison bien simple définie par Tillon à la conférence des comités d'entreprises où il a déclaré : « Qu'il était indispensable de préserver l'autorité de la direction. » Engagés dans la voie de la collaboration au gouvernement avec le M.R.P., le P.C.F. et le P.S., se trouvent dans l'obligation de collaborer avec « la direction », c'est-à-dire ceux qui possèdent et exploitent le travail ouvrier. Mais sous cette forme, le comité d'entreprise n'est pas une arme entre les mains de l'ouvrier, dans sa lutte pour son émancipation, mais un instrument incapable de jouer un rôle progressif. Le contrôle ouvrier doit être considéré comme une étape vers l'expropriation du capital.

Le gérant : M. JUILLIA.

Entreprise de Presse
100, r. Réaumur, Paris-2e
MARY, imprimeur.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à E. Saujet, C.C.P. 3205-19 Paris.

Signature :